

**BULLETIN COMMUNISTE
INTERNATIONAL**

**Organe de la Fraction de la Gauche communiste
internationale**

n° 1

08/ 05/ 2 0 1 0

Pour nous contacter :

adresse e-mail : **inter1925@yahoo.fr** ;

Consultez notre site :

<http://fractioncommuniste.org>

Sommaire

Appel au Camp prolétarien : La Gauche communiste doit prendre ses responsabilités, la situation et ses perspectives l'exigent.....	1
D'où vient la Fraction de la Gauche communiste internationale ?.....	2

Intervention de la Fraction

Tract international (Fraction de la GCI et Communistes internationalistes de Montréal)	
<i>"Le prolétariat en Grèce nous montre le chemin"</i>	3
Massacre de jeunes à Ciudad Juárez (Mexique) :	
De la militarisation au terrorisme d'Etat.....	5

CAMP PROLETARIEN

Lutte pour le regroupement

Lettres des Communistes internationalistes de Montréal.....	8
Correspondance avec les <i>Sympathisants de la Gauche communiste</i> en Australie.....	10

Sur la compréhension de la situation historique actuelle

Considérations sur la situation historique actuelle (Réponse au camarade GS).....	14
---	----

Lutte contre l'opportunisme

Correspondance avec un camarade du GIO.....	18
---	----

Combat contre les idéologies étrangères au prolétariat

Lettre au Grupo Socialista Libertario (Mexique).....	19
--	----

TEXTES DU MOUVEMENT OUVRIER

La "Démocratie" renforce le pouvoir de la bourgeoisie et ruine les intérêts du prolétariat (Extraits de "Fascisme, démocratie, communisme", <i>Bilan</i> n° 13, décembre 1934).....	25
---	----

Appel aux organisations du camp prolétarien

LA GAUCHE COMMUNISTE DOIT PRENDRE SES RESPONSABILITÉS, la situation et ses perspectives l'exigent

Aujourd'hui, la situation historique connaît une brutale accélération avec l'aggravation considérable que connaît la crise économique du capital, laquelle s'accompagne de non moins considérables attaques contre le prolétariat international. Nous assistons à un véritable affolement de la bourgeoisie internationale face à son impuissance à répondre au remboursement de l'amas de dettes publiques et privées. Après l'Islande, l'Irlande, Dubaï, la Grèce est en faillite à son tour, le Portugal, l'Espagne, voire même l'Italie et d'autres, suivent la même voie. Derrière ces pays capitalistes se profile la faillite en cascade des principales puissances impérialistes du monde.

La seule réponse que la bourgeoisie unanime est à même d'y apporter est une déclaration de guerre ouverte au prolétariat international. C'est lui qui déjà paie les frais et c'est à lui de supporter le coût exorbitant du gouffre sans fond de la crise du capital. C'est lui qui va voir chuter considérablement ses conditions d'existence afin de permettre au capital de survivre.

Les attaques étaient déjà considérables sur l'ensemble de la classe ouvrière mondiale, mais aujourd'hui, des plans d'austérité insupportables sont adoptés les uns après les autres dans tous les pays. Ils sont justifiés et revendiqués sans la moindre pudeur par les gouvernements bourgeois face à leur population : c'est pour sauver le capital national, que les ouvriers doivent se serrer la ceinture. Rarement comme aujourd'hui, le capitalisme a aussi clairement révélé son vrai visage, sa vraie nature et montré à quel point il est une impasse pour l'humanité.

Aujourd'hui, il est clair que la situation du prolétariat en Grèce est l'exemple à suivre. Il l'est pour le prolétariat international, de la périphérie jusqu'aux pays du centre du capitalisme. Il est l'exemple à suivre aujourd'hui parce qu'il montre, aux yeux de tous, qu'il n'est pas prêt de se laisser faire, qu'il refuse la logique barbare et cynique de la bourgeoisie, de son gouvernement, de ses patrons et de ses banquiers, et pour cela, depuis plusieurs semaines, il se bat en masse, tous secteurs confondus, et avec une force, une détermination et un courage qui sont à saluer.

La situation actuelle du capitalisme nécessite évidemment que les ouvriers ripostent partout massivement pour rejeter et faire échouer les plans et politiques de la bourgeoisie mondiale, mais elle nécessite aussi que le système tout entier, parce qu'il est clairement en faillite, soit expressément remis en cause et que la perspective révolutionnaire soit défendue haut et fort et largement répandue au sein du prolétariat.

Dans cette situation, les forces communistes, bien que faibles aujourd'hui, ont une responsabilité énorme. Parce qu'elles sont la partie la plus consciente du prolétariat et qu'elles se doivent d'en être la plus déterminée, elles ont pour tâche de tout faire pour prendre la direction "politique" des combats ouvriers qui s'annoncent, tant au plan local, immédiat, qu'au plan international et historique. Dès aujourd'hui, il nous semble nécessaire que les organisations de la Gauche communiste soient capables d'intervenir d'une seule voix et de manière internationale et centralisée, en mettant en avant les enjeux de la situation actuelle. Et il nous semble qu'il y a urgence ! Tenant compte de la réalité du camp prolétarien d'aujourd'hui, une telle initiative devrait être assumée, selon nous, de manière décidée et effective avec en son centre la Tendance communiste internationaliste. Pour notre part, nous sommes prêts à nous engager derrière toute initiative de ce genre et à y mobiliser toutes nos (faibles) forces.

Dans l'attente, nous continuons à diffuser notre tract du 9 mars dernier, *le prolétariat en Grèce nous montre le chemin !*, dont les orientations nous apparaissent, à ce jour, encore totalement adaptées à la situation qui se développe.

7 mai 2010.
La FGCI.

Appel envoyé à la Tendance Communiste Internationaliste (ex-BIPR), au Courant Communiste International, aux différents Parti Communiste International (dits "bordiguistes"), à la Fraction interne du CCI, aux CIM (Canada), à l'ARS (Russie), aux *Sympathisants de la Gauche communiste en Australie*, à l'Institut O. Damen, et à divers camarades isolés sympathisants de la Gauche communiste.

D'où vient la Fraction de la Gauche Communiste Internationale ?

Du fait de l'existence, en son sein, de divergences politiques et organisationnelles non résolues, la Fraction Interne du CCI qui existait depuis 2001 s'est scindée en 2 parties :

- l'une qui conserve l'appellation de FICCI et qui se donne pour tâche de s'engager " *dans un travail de « bilan » de la crise politique et organisationnelle qu'a connue la Fraction depuis plus d'un an* ", cette crise étant vue comme *une expression de la crise généralisée et commune aux groupes se revendiquant de la Gauche Communiste* " ;

- l'autre qui se présente aujourd'hui sous l'appellation de FGCI et qui est l'héritière politique de la FICCI (des origines à la scission) parce qu'elle " *continue de se revendiquer pleinement des positions et orientations politiques fondamentales de celle-ci, en particulier et, au-delà de l'intervention qu'en tant que communistes nous avons à faire en direction de notre classe, de :*

- *la lutte contre l'opportunisme qui, aujourd'hui, menace et même parfois affaiblit gravement la « Gauche communiste », comme c'est le cas pour le CCI actuel ;*

- *le combat essentiel en vue du regroupement - vital pour le prolétariat et la perspective révolutionnaire qu'il porte - des forces de la « Gauche communiste »".*

Ce que nous sommes aujourd'hui est la continuité de ce que nous avons été jusque là ; voilà pourquoi nous reprenons à notre compte le "Qui sommes-nous" de la FICCI que nous reproduisons ci-dessous.

Mars 2010

Qui sommes nous ?

Une nouvelle et dramatique crise a, depuis 2001, secoué, voire détruit, le CCI, l'une des principales organisations du milieu politique prolétarien international.

Celle-ci se manifeste :

- à travers la politique liquidatrice que mène la nouvelle direction, notamment (mais pas seulement) sur le plan organisationnel : refus de tout débat et étouffement des divergences politiques par le dénigrement, par le mensonge ainsi que par la multiplication de mesures disciplinaires contre ceux qui les expriment, allant jusqu'à leur exclusion (une charrette d'une dizaine d'exclusions a été décidée au printemps 2002, ce qui ne s'était jamais vu dans le CCI ; et, pour la plupart, ce sont des " *vieux* " militants, et même des " *fondateurs* ", qui étaient à des postes de responsabilité). Cette politique est à rapprocher, pour l'essentiel, de la catastrophique " *bolchévisation* " qu'ont subi l'IC et tous les PC dans la 2ème moitié des années 1920 ;

- à travers la formation de notre fraction interne, en octobre 2001 et le combat qu'elle mène, depuis, pour contrer cette politique liquidatrice et tenter d'enrayer le processus de dégénérescence dans lequel est engagée cette organisation, processus dont l'aboutissement ne peut être que la perte pure et simple du CCI pour la classe ouvrière.

Ce combat, notre fraction l'a mené notamment à travers la publication d'un bulletin " *interne* " (une dizaine de numéros) adressé aux seuls militants du CCI et cela globalement jusqu'à notre exclusion de l'organisation. Depuis, les numéros qui ont suivi, nous les avons adressées et ouverts aux groupes politiques et éléments, fidèles au communisme et à l'internationalisme prolétarien, qui se revendiquent des Gauches communistes des années 1920 et

1930, tout particulièrement de la Gauche dite " *italienne* ".

Notre bulletin se veut un outil de réflexion et d'impulsion du débat au sein de ce milieu politique prolétarien afin, bien sûr, de faire le bilan politique de la crise qui touche le CCI aujourd'hui et d'en tirer le maximum de leçons, mais aussi et surtout pour dégager des perspectives de regroupement des forces révolutionnaires en vue de la constitution du futur parti du prolétariat.

Le site que nous avons ouvert est un outil supplémentaire que nous mettons à disposition, dans le même esprit et avec les mêmes objectifs.

Notre fraction est la véritable continuateur du CCI car elle reste fidèle à ses principes et positions fondamentales qui sont aujourd'hui piétinés et liquidés par le CCI " *officiel* ". Elle mettra à disposition de tous, ses réflexions et elle essaiera de développer la discussion la plus ouverte possible parmi les révolutionnaires. Elle continuera ainsi à défendre sa plateforme et les statuts du CCI, tels qu'ils ont existé depuis sa fondation jusqu'à l'ouverture de cette dernière crise, ainsi que ses analyses fondamentales.

Elle n'a donc, en tant que fraction, aucunement l'intention de fonder une nouvelle organisation politique qui ne mènerait qu'à augmenter encore la dispersion des forces révolutionnaires actuelles. Au contraire, son but essentiel est de participer au rapprochement de ces dernières et même à leur regroupement. Au delà du combat contre la dégénérescence du CCI qui doit, pour le moins, nous permettre de faire le bilan politique le plus complet, c'est le rôle que nous voulons donner à notre bulletin et à notre site web.

7 juillet 2002

Tract international : Intervention de la Fraction et des CIM

Nous reproduisons ci-après le tract international que nous diffusons avec les Communistes internationalistes de Montréal. Ce tract a été rédigé par nos soins alors même que les conditions de la séparation au sein de la Fraction interne du CCI n'étaient toujours pas décidées. C'est ainsi que nous l'avons signé du nom de celle-ci. Bien évidemment, nous continuons à le diffuser en tant que Fraction de la Gauche communiste internationale. Pour leur part, les camarades qui sont restés avec le nom de FICCI ne se sont, à ce jour, pas prononcés sur ce tract et ne se sont pas joints à sa diffusion.

Avril 2010.

PS. Au moment où nous finissons ce bulletin, 6-7 mai 2010, l'évolution de la situation de crise internationale du capitalisme et la réponse prolétarienne en Grèce, et alors même que de multiples luttes ouvrières, locales, isolées, passées sous silence par les médias, se développent dans tous les pays, notre tract nous apparaît être encore aujourd'hui complètement d'actualité et répondre aux besoins de la lutte du prolétariat : partout refuser les sacrifices et développer et unifier les luttes. Nous invitons tous nos lecteurs et sympathisants à le reproduire et à le diffuser le plus largement possible.

Le prolétariat de Grèce nous montre le chemin !

Des mouvements sociaux qui se multiplient, se relaient, se rejoignent, s'additionnent, voilà la situation que connaît, depuis quelques semaines, la Grèce ; situation que les médias bourgeois, dans le monde entier, s'évertuent à cacher, ou pire à déformer. Ses moyens d'information montrent ainsi que la classe capitaliste internationale a peur que cette situation fasse tâche d'huile, que l'acteur principal de cette bouillonnante tragédie grecque, le prolétariat, ne serve d'exemple aux ouvriers des autres pays.

Le prolétariat grec riposte en force

Le dernier plan du gouvernement de ce pays prévoit des attaques énormes, comme l'augmentation de la TVA à 21%, la baisse des salaires (amputation de 60% du 14^{ème} mois et de 30% du 13^{ème}), le gel des retraites dans le public et dans le privé, la très forte augmentation des taxes de l'alcool, du tabac et de l'essence), la hausse des impôts (taxes d'habitation et foncière). Ces violentes attaques touchent directement et essentiellement le prolétariat. Le capitalisme veut ainsi faire payer sa crise par le prolétariat.

Cette situation est de la responsabilité totale et entière de la bourgeoisie, pas seulement nationale, dans la faillite générale de ce pays et dans les attaques d'aujourd'hui ; c'est la signification réelle des "recommandations" de l'Union Européenne, avec la bourgeoisie allemande en tête, et du FMI, qui sont là pour "soutenir" Papandréou, le Premier ministre grec, c'est-à-dire obliger la bourgeoisie grecque à faire payer son prolétariat.

Les attaques de ce type sont, aujourd'hui, déjà portées aussi en Espagne et au Portugal. Ce sont les mêmes qui vont tomber sur le prolétariat des autres pays dans les semaines à venir.

Face à ces attaques, des luttes se multiplient, grèves, manifestations, délégations massives, assemblées, à travers toute la Grèce pour s'opposer au plan scandaleux de la bourgeoisie. Dans tous les secteurs, dans toutes les catégories, les prolétaires se mobilisent pour exprimer leur colère et leur refus de subir cette situation dont seul le capitalisme est responsable.

Ces prolétaires montrent la voie à leurs frères de classe du monde entier

- Ils expriment massivement par la lutte, et non par des moyens stériles comme ceux que propose la démocratie bourgeoise (élections, référendum, dialogue social, négociations syndicales, etc.) leur colère et leur refus des politiques gouvernementales et patronales anti-ouvrières. Et ils nous encouragent à en faire autant sinon plus.

- Ils manifestent, parce qu'ils n'ont plus le choix aujourd'hui, une détermination à toute épreuve qui les amène à s'attaquer de front à tout ce qui fait obstacle à leur légitime combat : ils multiplient les affrontements avec les forces de l'ordre capitaliste qui leur sont envoyées par le gouvernement du "socialiste" Papandréou ; ils expulsent manu-militari de leurs manifestations tous les "faux-amis" et notamment les pontes syndicaux dont les organisations sont complices de la politique gouvernementale. Pour les prolétaires du monde entier, cette détermination des ouvriers grecs est à saluer et à adopter.

- Bien qu'encore dispersés et s'exprimant encore dans le cadre-piège du corporatisme (encouragés en cela par les syndicats), leurs efforts vont clairement dans le sens de se rejoindre, d'unir leur lutte à celles des autres, d'exprimer mutuellement leur solidarité, parce qu'ils se rendent compte que leurs préoccupations et leurs intérêts sont les mêmes ; c'est ce que l'on vu dans la volonté exprimée par les ouvriers des différentes manifestations - que les syndicats avaient sciemment organisées en des lieux différents - de les faire converger, afin de se retrouver tous ensemble et unir leurs forces.

Pour que le prolétariat impose un rapport de force qui fasse plier la bourgeoisie, la recherche de l'unité de ses luttes est indispensable et même vitale. Cette unité s'obtient par l'extension et la solidarité active de chaque mouvement aux autres

secteurs et corporations, par l'envoi de délégations massives aux usines et entreprises des alentours. Rien n'est pire, ni autant source de défaite, qu'un front social éclaté et dispersé ; c'est ce qui fait les affaires des capitalistes et cela, le plus souvent, grâce au travail de sabotage des syndicats.

Les affrontements qui se déroulent en Grèce nous montrent que nous ne pourrions réellement développer notre combat, multiplier nos luttes, les réunir dans un front commun massif et puissant qu'en les prenant en main nous-mêmes afin de les diriger, de les contrôler et de les organiser. Et cela à travers nos Assemblées générales qui doivent réunir le maximum d'ouvriers, qui doivent décider des grandes orientations et revendications de notre combat, qui doivent nommer nos délégués élus et révocables à tout instant, délégués qui nous représenteront dans les comités de grève. Ne laissons pas notre "guerre" de classe entre les mains de prétendus "spécialistes" !

La crise du capitalisme ne peut que s'aggraver. N'ayons pas d'illusion et n'écoutons pas les mensonges de nos gouvernements et des médias qui sont à la solde de la classe capitaliste ! Aujourd'hui, ce sont déjà certains pays du coeur du capitalisme dont les États sont au bord de la faillite, Espagne, Italie et surtout la Grande-Bretagne alors même que l'endettement est général.

L'ensemble de la classe capitaliste internationale se doit de faire payer sa crise au prolétariat, dans tous les secteurs, publics et privés, actifs, chômeurs et retraités, et dans tous les pays, sur tous les continents, de la périphérie du capitalisme jusqu'en son centre. Aucun d'entre nous n'y échappera. N'ayons aucune illusion !

Comme nos frères de classe en Grèce, nous devons refuser le sort que nous réserve le capitalisme et nous devons entrer en lutte massivement, organiser un front de luttes, large, compact et puissant qui fasse reculer la bourgeoisie.

C'est ainsi que nous serons à même de prendre conscience du fait que le capitalisme est un système en pleine faillite, qu'il ne peut mener l'humanité qu'à plus de misère encore et à sa destruction par la guerre généralisée, qu'il faut absolument le mettre à bas et que la seule force capable de le faire, c'est nous, le prolétariat international.

POUR LA BOURGEOISIE MONDIALE, C'EST LE PROLÉTARIAT, DANS TOUS LES PAYS, QUI DOIT PAYER LE PRIX DE LA CRISE DE SON SYSTÈME.

LA FAILLITE CAPITALISTE N'A D'AUTRE ISSUE QUE LA GÉNÉRALISATION ET L'APPROFONDISSEMENT DE LA MISÈRE DE TOUS LES EXPLOITÉS, EN ATTENDANT D'EXIGER D'EUX LE SACRIFICE DE LEUR VIE DANS UNE GUERRE MONDIALE, COMME CELA A DÉJÀ ÉTÉ LE CAS EN 1914 ET EN 1939.

PARTOUT, AUJOURD'HUI, LES PROLÉTAIRES DOIVENT REFUSER LES SACRIFICES ÉNORMES QUE LEUR IMPOSE LA BOURGEOISIE POUR QUE, DEMAIN, ILS AIENT LA FORCE DE SUPPRIMER CETTE CLASSE ET SON SYSTÈME BARBARE.

9 Mars 2010

La Fraction interne du Courant Communiste International

Les Communistes internationalistes de Montréal

La Fraction de la Gauche Communiste Internationale

Adresse e-mail de la FGCI : inter1925@yahoo.fr

Consultez notre site : <http://fractioncommuniste.org>

Adresse e-mail des CIM : cim_icm@yahoo.com

Consultez le blog des CIM : <http://klasbatalo.blogspot.com>

Intervention de la Fraction

Nous publions ici le "communiqué" que nous avons réalisé en tant que Fraction interne du CCI au mois de février sur les derniers assassinats de civils à Ciudad Juárez au Mexique. Pour des raisons techniques, nous n'avons pu l'insérer dans la version française du dernier bulletin, le n°49, de la Fraction interne. Même s'il est donc daté, ce communiqué n'en reste pas moins d'actualité, non seulement parce que la militarisation de la vie "mexicaine" avec son cortège de meurtres, de répression et de barbarie quotidienne ne se dément pas depuis, mais aussi pour les leçons politiques que nous y rappelions, leçons que nous avons déjà tirées depuis un certain temps (cf. bulletin communiste 44 de la Fraction interne du CCI, septembre 2008¹).

Massacre de jeunes à Ciudad Juárez De la militarisation au terrorisme d'Etat

La nuit du 30 janvier, un convoi de 7 véhicules a débarqué dans une maison où avait lieu une fête de jeunes étudiants. En descendirent quelques 20 individus fortement armés qui, après avoir encerclé l'endroit, rassemblèrent les jeunes gens dans le patio et commencèrent à les cribler de balles froidement. Ceux qui tentèrent de fuir furent aussi abattus. Au final, 16 furent assassinés et une vingtaine d'autres blessés, dans leur majorité des adolescents. On pourrait penser que ce massacre a eu lieu dans un pays "officiellement" en guerre comme l'Afghanistan ou l'Irak. Il n'en est rien. C'est arrivé au Mexique, dans le quartier "Villas de Salvácar", un quartier ouvrier de Ciudad Juárez dans l'Etat de Chihuahua.

Au cours des dernières décennies, Ciudad Juárez (à la frontière avec les Etats-Unis) est devenue une ville majoritairement ouvrière de par son industrie "maquiladora" [d'assemblage des pièces venues des Etats-Unis et renvoyés sous forme de produits finis, ndt]. Mais ces dernières années, elle est devenue le fer de lance de la **militarisation** que l'Etat mexicain mène de manière croissante dans tout le pays. On dénombre actuellement près de **10 000** militaires, soldats et éléments de la police fédérale² qui opèrent à Ciudad Juárez - sans compter les autres forces policières - et qui maintiennent un état d'exception permanent avec des tanks, des barrages, des patrouilles et des perquisitions dans tous les quartiers.

Résultat de cette militarisation : la violence et les assassinats ont augmenté au fur et à mesure qu'augmentait la présence de l'armée dans les rues, et cela jusqu'à faire de cette ville "la plus dangereuse au monde". Plus de 2600 personnes sont mortes de violence à Ciudad Juárez en 2009, un nombre de morts plus important que dans la guerre en Irak pour la même année. Et, dans la plupart des cas, ces morts ne sont pas dus à des affrontements entre militaires et trafiquants de drogue, mais à des "exécution" et à des "enlèvements" - au cours desquels les victimes sont souvent assassinées après avoir été torturées, pour lesquels on ne connaît jamais les causes, ni les auteurs, pour lesquels les enquêtes ne sont jamais menées à bout, donc jamais résolues, et sur lesquels les autorités se limitent à répéter qu'il s'agit de "règlements de comptes entre différentes factions du crime organisé". Cette impunité pour les responsables des assassinats commis³ est en soi une preuve évidente que la militarisation et l'état d'exception qui sont mis en place par l'Etat bourgeois n'ont pour objectif ni la "sécurité de la population", ni "le combat contre le trafic de drogue". Au contraire, l'objectif est de terroriser et paralyser la population travailleuse qui se trouve ainsi prise en tenaille entre la terreur criminelle et la terreur de l'Etat.

Cette situation s'est aggravée ces derniers mois. Ce que le gouvernement appelle des "dommages collatéraux" se multiplient, ce qui signifie plus d'arbitraire, d'abus et d'attaques "par erreur", tant de la part des supposés criminels que de la part de l'armée et de la police, contre la population ouvrière. Dans le même temps et avec la même impunité, se sont succédées des attaques en série contre les activités et les organisations sociales comme, par exemple, l'assassinat de Josefina Reyes (qui avait dénoncé les assassinats de femmes ainsi que la militarisation de la société) et les récentes attaques de sicaires contre les centres sociaux de désintoxication de la drogue. Finalement, le massacre du 30 janvier a fait déborder la peur et la patience des travailleurs de Ciudad Juárez.

Tout le monde s'interroge : comment est-il possible que, dans une ville investie par l'armée, des convois de véhicules avec des dizaines d'hommes armés puissent apparaître et disparaître, autant de fois, sans laisser de traces, que ces hommes puissent agir tranquillement, en tirant des centaines de balles durant des dizaines de minutes, sans que ni l'armée, ni la police les poursuivent, ni même ne se rendent compte, et que ces "forces" dites "de l'ordre" n'arrivent sur les lieux que pour terroriser encore plus les victimes elles-mêmes. C'est ainsi que se répand de plus en plus, dans les diverses couches de la population, l'idée que les agissements impunis des groupes de tueurs, non seulement à Ciudad Juárez mais aussi dans tout le pays, ne sont pas dus à l'incapacité ou à la corruption de quelques fonctionnaires : tout le monde se rend compte aujourd'hui

1. <http://www.bulletincommuniste.org/index.php?SEC=b44>

2. La Policía Federal a été créée il y a quelques années, essentiellement formée de soldats, dont une des fonctions est la répression des masses.

3. C'est la même impunité qui s'est manifestée dans la disparition et l'assassinat de centaines de femmes - en majorité des ouvrières - durant de nombreuses années dans cette ville.

que l'Etat non seulement les tolère, mais aussi qu'il va même jusqu'à encourager directement les agissements criminels de certains de ces groupes afin de justifier la militarisation et la répression sociale ; **c'est ainsi que, dans les périodes de bouleversement social, les États activent toujours les groupes paramilitaires.**

"Depuis presque trois ans - écrit par exemple la journaliste Lydia Cacho - 15 000 personnes ont été assassinées au Mexique. En plus, le nombre d'hommes et de femmes disparus est de 3000 à 5000. Au cours de cette "guerre", 725 policiers et soldats ont perdu la vie, ce qui nous fait 14 275 victimes civiles, parmi lesquelles nul ne peut dire clairement lesquelles sont des criminels et lesquelles sont des personnes qui "dérangeaient" les forces de l'ordre. En Amérique Latine, l'élimination des groupes sociaux considérés comme indésirables est coutumière, et cela sans raison ou parce que prétendument nuisibles ; il en est ainsi des jeunes qui prennent de la drogue, des femmes de délinquants, des proches de suspects. (...) Au Mexique, nous sommes en présence d'un massacre - qui se cache derrière un discours de guerre - qu'une partie de la société et l'Etat assument, comme cela est déjà arrivé au Guatemala et en Colombie. (...) Déshumaniser le délinquant pour le présenter comme "ennemi" prédispose la société et la pousse à en accepter l'élimination et l'assassinat, sans poser de question, sans exiger la moindre transparence et que soient rendus des comptes (...) ("Plan B", Lydia Cacho, 30 novembre 2009, traduit par nous, <http://noalamilitarizacion.blogspot.com/>).

La militarisation de la société au Mexique progresse donc, non seulement dans la mesure où augmente la présence de l'armée et des autres forces militaro-policières surarmées dans les villes, dans les villages, sur les routes, etc..., mais aussi dans la mesure où s'intensifient les campagnes idéologiques qui cherchent à justifier cette militarisation et la répression qui en découle. Ainsi, si au début les meurtres de civils innocents étaient présentés par le gouvernement comme un "malheur" ou une "erreur", comme un "dommage collatéral", aujourd'hui les innocents n'existent plus. C'est ce qu'a exprimé le Président Calderón quand, interrogé sur le massacre des jeunes du 30 janvier, il a assuré, sans avancer la moindre preuve, qu'il s'agissait d'un conflit entre "bandes" ; il en a été de même avec le Ministre de l'intérieur Gómez Mont quand il a fait la leçon aux familles des jeunes victimes : **"ce n'est qu'en vous soumettant à la loi que vous trouverez le respect de vos vies et de celles de vos familles"** (le journal *La Jornada*, 3 février 2010). En d'autres termes, ils ont insinué que les jeunes étaient morts pour ne pas "s'être soumis à la loi"!

Dans les périodes où le mécontentement social s'accroît et où la possibilité d'une explosion de la lutte entre la classe dominante et la classe des travailleurs exploités existe, la bourgeoisie déploie de manière préventive ses instruments de répression car elle sait que la digue de la domination idéologique qui maintient la "paix sociale" peut se rompre à tout moment. Mais de plus, la bourgeoisie sait, par expérience, que la répression ouverte a deux tranchants. Si elle peut d'un côté maintenir la population paralysée et terrorisée, de l'autre cette même répression peut allumer la mèche du mécontentement social si les masses prolétariennes la perçoivent comme une injustice flagrante et insupportable. C'est, par exemple, ce qui est arrivé en Grèce à la fin 2008 quand l'assassinat "accidentel" d'un jeune étudiant par la police a provoqué une explosion de lutte prolétarienne, de révolte et d'affrontements durant des semaines à échelle nationale contre l'Etat. C'est pour cela qu'il est important pour la bourgeoisie d'inculquer l'idée que les assassinats, les tortures et les disparitions, qu'ils soient l'oeuvre du "crime organisé" de bandes paramilitaires ou de l'armée et de la police elles-mêmes, ont leur cause véritable dans la prétendue criminalité des victimes qui "ne se sont pas soumises à la loi". De cette manière, au moyen de la propagation d'un véritable **terrorisme d'Etat**, la bourgeoisie essaie d'obtenir que la majorité des ouvriers accepte, ou pour le moins reste indifférente, confuse et terrorisée face à la militarisation et à la répression contre d'éventuelles manifestations et luttes de la classe.

Que peuvent faire les prolétaires face à cette situation ? Premièrement, il leur faut comprendre que l'actuelle situation de militarisation et de répression n'est pas seulement le produit des intérêts du "Président" ou de "son parti". C'est essentiellement une expression claire de la défense des intérêts de classe de la bourgeoisie dans son ensemble ; et quel que soit le parti du capital au pouvoir (qu'il soit de droite, du centre ou de gauche), il mènerait cette même politique. C'est la raison pour laquelle les travailleurs ne doivent pas se laisser mystifier par l'idée que, pour régler cette situation, il suffirait de remplacer Calderón par un autre Président, ou l'actuel parti au gouvernement par un autre parti. Ils ne doivent pas non plus se faire avoir par la proposition, mise en avant par des secteurs d'entrepreneurs de Ciudad Juárez, d'en appeler aux... casques bleus ! C'est-à-dire encore plus de soldats d'autres armées de la bourgeoisie pour solutionner la situation.

Les ouvriers ne doivent avoir aucune illusion sur la possibilité que le jeu de partis de la bourgeoisie, les élections et la démocratie bourgeoise, puisse un jour améliorer leur situation. Telle est la leçon que, spontanément, les pères, les voisins et les camarades des jeunes massacrés à Ciudad Juárez ont commencé à tirer en rejetant furieusement les déclarations

1. Non moins sinistre fut la manière avec laquelle le gouvernement justifia à posteriori ces déclarations : l'armée a affirmé avoir eu un "affrontement" avec deux personnes, dont l'une - qui a été tuée par les soldats - aurait été "l'auteur intellectuel (l'organisateur)" du massacre alors que l'autre - qui fut présentée de dos aux médias pour ne pas montrer les marques de torture qu'elle avait - aurait avoué exactement ce qu'avait dit auparavant le Président...

hypocrites de Calderón, en repoussant le Gouverneur de l'Etat de Chihuahua quand il a présenté ses hypocrites condoléances, en exprimant, par des affiches et des peintures murales, leur colère contre le gouvernement ainsi que la nécessité de se défendre par eux-mêmes, sans rien attendre des "autorités".

Tout comme sur le plan de la défense de leur intérêts économiques, comme ouvriers salariés, les travailleurs ne doivent attendre de l'Etat et de la bourgeoisie une quelconque amélioration de leurs conditions de vie en général, y compris de leur "sécurité" face à la violence et à la criminalité qu'engendre inévitablement le capitalisme, et même qu'il entretient. Il ne peut y avoir d'intérêt commun entre prolétaires et bourgeois sur le plan de la sécurité et face à la violence sociale. La seule "sécurité" que la classe ouvrière pourra acquérir sera celle qu'elle se donnera en affirmant sa force collective et de classe. Non seulement dans ses luttes économiques mais aussi en assurant sa propre sécurité face à l'Etat, à l'armée, à la police et face aussi aux forces paramilitaires et de narco-trafiquants qui, in fine, travaillent main dans la main avec l'Etat, quand elles n'en sont pas le produit direct.

"Il est clair, donc, - écrivions-nous il y a plus d'un an - que la «guerre au narco-trafic» n'est seulement qu'un prétexte de la bourgeoisie pour augmenter la militarisation du pays et la répression contre la classe ouvrière et autres travailleurs exploités. (...) De telle manière que la militarisation du pays est dirigée directement contre la classe ouvrière. D'un côté, dans le sens où la bourgeoisie mexicaine impose maintenant aux travailleurs de plus grands sacrifices économiques pour cette militarisation suivant ainsi le chemin poursuivi par la bourgeoisie du monde entier en vue de se préparer pour une future guerre impérialiste généralisée ; et cela sans compter qu'à terme, la seule perspective que le capitalisme leur offre - pour continuer à exister - est celle de la guerre impérialiste, celui du massacre le plus incroyable.

D'autre part, la militarisation est dirigée aussi de manière palpable et immédiate dans le sens où, au Mexique comme dans le reste du monde, la classe ouvrière n'étant pas défaite mais au contraire voyant son mécontentement et sa combativité augmenter, la bourgeoisie est obligée de l'affronter parallèlement en menant des attaques chaque fois plus frontales et dures sur les terrains idéologique, politique, économique et... répressif.

Ainsi donc, la classe ouvrière ne peut accepter de manière résignée toute cette militarisation croissante de la société dont elle est la principale cible et dès aujourd'hui la principale victime. Son propre destin se trouve dans ses mains ainsi que celui de toute l'humanité. En finir avec l'actuel système capitaliste en décadence qui ne peut plus offrir qu'un présent de misère et de répression et un futur de guerre impérialiste de barbarie généralisée. Face à toute cette situation, et au contraire de ce que nous assènent l'appareil d'Etat et les médias de la bourgeoisie sur la résignation et "l'unité" avec ses exploités, la classe ouvrière doit continuer à développer avec une énergie redoublée ses luttes de classe, les étendre à tous les secteurs, cimenter son unité et organisation. Ces luttes constituent, dès maintenant, le seul frein à la barbarie du capitalisme et la seule perspective pour, au travers d'un mouvement révolutionnaire du prolétariat mondial, transformer à la racine la société" (Bulletin communiste 44, septembre 2008).

4 février 2009.

Fraction Interne du Courant Communiste International.

CAMP PROLETARIEN

Ces derniers mois, notre modeste organisation connaît un développement conséquent de ses contacts, que ce soit par correspondance ou de façon plus directe. Pour nous, dans le contexte d'accélération sans précédent que connaît la crise du capitalisme mondial, ce phénomène est une claire indication du regain d'intérêt pour les positions révolutionnaires qui se développent aujourd'hui dans la classe ouvrière, ainsi que du surgissement et de la mobilisation de forces nouvelles qui cherchent à rejoindre la Gauche communiste.

Dans cette rubrique, nous avons fait le choix de publier 4 échanges de correspondances significatifs de ce phénomène :

- les 2 premiers - avec les Communistes internationalistes de Montréal et avec des camarades d'Australie qui, tous deux lancent un appel aux groupes et éléments isolés de la Gauche communiste - posent notamment la question fondamentale du nécessaire regroupement des forces communistes aujourd'hui, non seulement du point de vue des principes et critères politiques qui doivent le sous-tendre mais aussi du point de vue de sa mise en pratique ;

- le 3^{ème} (avec le camarade GS) pose la question de l'analyse que doivent faire les communistes de la situation actuelle et qui nous a amené à revenir plus largement sur notre conception et sur notre méthode d'analyse et de compréhension des situations, en particulier de l'évolution du rapport de forces entre les classes, estimant qu'elles pouvaient présenter un intérêt pour nos lecteurs et l'ensemble du camp prolétarien.

- enfin, un échange de courrier avec le camarade AS du GIO (organisation qui fait partie de la Tendance Communiste Internationaliste – ex-BIPR) pose la question primordiale du combat que toutes les organisations de la Gauche communiste ont la responsabilité de mener contre l'opportunisme qui contamine aujourd'hui notamment le CCI.

Nous appelons toutes les parties de la Gauche communiste à réfléchir et à débattre de toutes ces questions. Les réponses que nous y apporterons dès aujourd'hui, décideront du rôle de sa nature et de son importance - que jouera la Gauche communiste dans les futurs combats de la classe ouvrière.

La lutte pour le regroupement des communistes Correspondances avec les CIM

Courrier du 12 avril

Bonjour chers camarades

Bravo pour votre niveau site web qui est très bien fait.

La situation engendrée par la crise a amené l'Etat québécois à de très nombreuses augmentations tarifaires: frais de scolarité, coût de l'essence dans la région de Montréal, tarif d'électricité, frais en santé plus un ticket modérateur à venir en santé l'an prochain et j'en oublie. Les offres étatiques aux travailleurs du secteur public sont quant à elles très en deçà des demandes syndicales. Il en est résulté une grande résistance des prolétaires qui est apparu lors de plusieurs manifestations.

-Manif des travailleurs du secteur public le 20 mars: 75 000 personnes à Montréal

-Marche des travailleurs de Shell contre la fermeture le 22 mars:600 personnes

-Manif contre la hausse de tarification le 1er avril: 15 000 personnes à Montréal Les organisateurs d'une coalition de groupes syndicaux, chômeurs, assistés sociaux, étudiants et groupes religieux attendaient 5000 personnes.

-Manif à Québec de 50 000 personnes, manif organisé par une radio publique et des hommes d'affaires. Cette manif se voulait apolitique. La bourgeoisie se rend compte de la résistance accrue des prolétaires et encadre très bien les manifs.

Il y a eu aussi plusieurs petites manifs depuis la fin mars dans plusieurs petites villes.

Les CIM ont diffusé 2100 tracts Les prolétaires grecs...dans les 3 premières. Les tracts sont très bien accueillis, on nous en demandait des copies supplémentaires.

Même les gauchistes veulent s'unir. C'est un des buts du cercle de lecture dont nous avons déjà parlé.

C'est selon eux: "*un groupe d'étudiantEs/travailleurs-euses. Nous avons pas mal tous et toutes été militantEs dans diverses organisations communistes. Les individuEs de notre groupe revendiquent l'appartenance à diverses tendances du mouvement ouvrier. Nous ne formons pas un bloc politique nécessairement homogène. CertainEs sont trotskystes, d'autres, communistes libertaires et certainEs se réclament de la tradition de la gauche communiste.*"

Nous leur avons posté le texte ci-dessous.

De votre côté camarades, vous avez diffusé le tract où, combien, quelle a été la réaction des prolétaires?

Salutations fraternelles

S. pour les Communistes internationalistes de Montréal.

Texte des CIM adressé au projet de " Cercle de lecture " au Canada

L'unité est-elle possible ?

Pour les marxistes il n'y a pas plusieurs unités possibles, il y en a qu'une seule qui est basée sur les principes suivants

Reconnaissance de l'internationalisme

Être internationaliste, un des aspects du communisme, c'est l'abolition des frontières, c'est reconnaître que " les prolétaires n'ont pas de patrie ".

C'est aussi lutter contre tous les mouvements visant à créer de nouveaux pays capitalistes, que ce soit capitaliste privé ou capitaliste d'état comme le Népal ou Cuba.

L'internationalisme ce n'est pas d'appuyer les luttes nationales partout dans le monde parce qu'elles s'opposent à un impérialisme en particulier.

Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont une véritable drogue pour les ouvriers. Elles visent à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres, cela pouvant aller jusqu'à la guerre.

Reconnaissance de la dictature internationale du prolétariat

L'état bourgeois doit être détruit, il ne peut être réformé. Il doit être remplacé par un état prolétarien basé sur le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat. Le stalinisme russe ou le maoïsme chinois furent des régimes sanglants n'ayant rien à voir avec la dictature du prolétariat, c'étaient des dictatures bourgeoises.

Par contre la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme mis en place dans les années 20 et après ne fut pas le communisme mais un capitalisme d'État centralement planifié comportant la doctrine du " socialisme dans un seul pays " que les marxistes rejettent.

"La révolution russe n'est qu'un détachement de l'armée socialiste mondiale, et le succès et le triomphe de la révolution que nous avons accomplie dépendent de l'action de cette armée. C'est un fait que personne parmi nous n'oublie (...). Le prolétariat russe a conscience de son isolement révolutionnaire, et il voit clairement que sa victoire a pour condition indispensable et prémisses fondamentale, l'intervention unie des ouvriers du monde entier. ("Rapport à la Conférence des comités d'usines de la province de Moscou", 23 juillet 1918) Lénine

Rejet de la collaboration de classes

Nous rejetons les tactiques de " front uni ", de "fronts populaires " et " anti-fascistes ". Toutes ces tactiques mélangent les intérêts du prolétariat à ceux de fractions de la bourgeoisie quelles qu'elles soient et ne servent finalement qu'à détourner la classe ouvrière de ses objectifs révolutionnaires.

Le parti internationaliste et international à créer

Ce sera une organisation politique révolutionnaire des prolétaires ayant une conscience de classe et leur union dans un parti politique international. Le rôle de ce parti ne sera pas de prendre le pouvoir au nom de la classe ouvrière mais de participer à l'unification de ses luttes ainsi qu'à leurs contrôles par les ouvriers eux-mêmes, et à la diffusion du programme communiste. Seule la classe ouvrière dans sa totalité, à travers ses propres organes autonomes (conseils ouvriers), peut instituer le socialisme. Cette tâche ne peut être délégué, même pas au Parti de classe le plus conscient. Outre l'isolement de la révolution qui est la cause principale de son échec, l'adéquation entre le parti bolchevik et l'État a permis à Staline de contrôler à la fois l'état et le parti.

Voilà nos conditions politiques permettant un travail à long terme entre marxistes.

Salutations internationalistes
 Les communistes internationalistes de Montréal (CIM)
cim_icm@yahoo.com
<http://klasbatalo.blogspot.com/>

Extraits du courrier des CIM du 23 avril 2010

Bonjour chers camarades

[...]

Nous avons plusieurs infos à vous donner.

Sur les autres luttes au Canada, il y a eu une grève d'une journée des employés de la fonction publique de l'Ontario (Ontario Public Service Employees Union (OPSEU) le 12 mars, 33000 grévistes dont une grande partie des travailleurs sont les répartiteurs d'ambulances, des techniciens de laboratoire et les travailleurs de traitement d'eau. Ils leur est interdits de faire la grève parce qu'ils sont réputés être des services essentiels. Les litiges portaient sur la sécurité d'emploi et la retraite et les salaires. C'est l'une des plus grandes grèves dans l'histoire de la province d'Ontario.

Il y a toujours la grève dans le complexe géant de Vale Inco mines de nickel à Sudbury, en Ontario qui est entré dans son dixième mois. La grève est faite par 3 100 travailleurs du Syndicat des Métallos (FTQ) section locale de 6500 des membres de Sudbury et de 120 travailleurs d'une raffinerie à Port Colborne.

Aucune tentative n'a été faite pour mobiliser la classe ouvrière dans la région de Sudbury (l'un des berceaux du syndicalisme industriel au Canada), et encore moins en Ontario et en Amérique du Nord, à l'appui de la grève.

Il est très difficile d'avoir des infos sur les grèves au Canada anglais. Au Québec les médias bourgeois parlent à peine des grèves alors c'est le silence total sur celles en dehors de la province. L'inverse est aussi vrai au Canada anglais.

Nous avons reçu le texte ci-dessous **Appeal to sympathisers of the Communist Left (Australia)** d'Internationalistes d'Australie qui veulent faire un site web de discussion...en Australie pour la Gauche Communiste. Le texte a été envoyé à plusieurs groupes de la GC.

Finalement le cercle de lecture a reporté de quelques jours sa rencontre. Voir leur blog

<http://cerclemarxiste.blogspot.com/> pour les textes. Ces textes ne critiquent pas les syndicats et semblent orienter la construction d'un organisation révolutionnaire seulement vers les prolétaires québécois.

[...]

Salutations fraternelles

S. pour le CIM

Lettre et Appel des *Sympathisants de la Gauche communiste en Australie*

Chers camarades,

Nous sommes un groupe de sympathisants de la Gauche communiste à Sydney et Adelaide. Nous vous écrivons pour vous informer de notre volonté d'entamer une série de discussions organisées entre sympathisants de la Gauche communiste en Australie. Nous avons envoyé personnellement cet appel à des individus dans tout le pays - Sydney, Melbourne, Brisbane, Canberra et Adelaide - et nous avons déjà eu plusieurs réponses.

Sachant que nous ne sommes pas possesseurs du programme communiste intégral et finalement achevé et dans la mesure où, en tant qu'internationalistes, nous soulignons l'importance du dialogue entre révolutionnaires prolétariens de toutes les parties du globe, nous lançons ainsi un appel aux groupes qui reprennent l'héritage organique et programmatique de la Gauche communiste. Nous vous invitons donc formellement à contribuer à nos discussions. Nous accueillerons aussi tout appui matériel ou logistique que vous pourriez nous proposer.

Etant donné nos moyens limités, nous vous demandons de bien vouloir faire passer cet appel à tout contact ou membre que vous pourriez avoir en Australie et dans la région. Nous vous invitons aussi à nous aider à diffuser cet appel en le publiant dans votre presse virtuelle ou physique.

Vous trouverez notre appel ci-dessous.

Salutations fraternelles.

N.

Appel des Sympathisants de la Gauche communiste en Australie

Camarades !

Aujourd'hui, l'humanité est en face du même ultimatum qui lui est posée depuis le début de la Première guerre mondiale tel que Rosa Luxemburg et Friedrich Engels avant elle l'avaient exprimé : Socialisme ou Barbarie.

Le système capitaliste mondial connaît sa pire crise économique depuis la Grande Dépression, avec la classe ouvrière faisant les frais du choc, subissant partout des gels de salaires, des licenciements et des conditions de travail détériorées. La menace d'une catastrophe environnementale globale apparaît plus forte que jamais. Les conflits sanglants et brutaux font rage autour du globe - de l'Irak à l'Afghanistan, de la Somalie au Soudan, de la Colombie au Mexique.

En contraste à ces expressions d'une société moribonde, nous voyons aussi les germes d'un nouveau monde - sans exploitation ou oppression, sans pauvreté ou pénurie, sans guerres ni frontières nationales - dans la lutte de classe de la classe ouvrière internationale.

La Gauche communiste a ses origines dans les courants de Gauche de l'Internationale communiste qui ont surgi comme réponse prolétarienne face aux dérapages opportunistes quand celle-ci fut confrontée au recul de la vague révolutionnaire internationale dans les années 1920. Alors que la Gauche communiste fut présente dans beaucoup de pays, ses représentants les plus éminents se trouvaient en Allemagne, aux Pays-Bas, en Italie et en Russie. Dans la période de contre-révolution qui s'ouvrit à la fin des années 1920, ce fut la Gauche communiste qui se révéla être le défenseur le plus intransigeant de l'internationalisme prolétarien et la plus rigoureuse pour tirer le bilan de la vague révolutionnaire.

Bien que des sympathisants de la Gauche communiste existent en Australie, ils ne sont à ce jour que des individus souffrant largement d'isolement politique. Afin d'intervenir effectivement dans la lutte de classe, il est nécessaire que les révolutionnaires s'organisent dans une organisation politique fondée sur la base de positions et de principes partagés.

Cependant, pour l'heure, la formation immédiate d'un tel groupe n'est pas à l'ordre du jour en Australie. Pour le moment, il convient de regrouper les internationalistes pour mener des discussions dont l'objectif est de commencer et de maintenir des contacts entre camarades (particulièrement avec ceux qui sont géographiquement isolés) et une clarification politique collective des positions qui définissent le programme communiste aujourd'hui.

Nous appelons donc à commencer des discussions organisées entre sympathisants de la Gauche communiste en Australie. Nous proposons que les discussions soient conduites sous le nom de *Internationalist Communist Affiliate Network*.

Nous proposons que le critère pour la participation soit l'accord avec les positions les plus élémentaires de la Gauche communiste aujourd'hui :

- la guerre impérialiste et les mouvements nationaux de tout type n'ont rien à offrir à la classe ouvrière sinon mort et destruction. La classe ouvrière doit s'opposer à tous les camps bourgeois. En les appelant à prendre partie pour l'une ou l'autre faction, la bourgeoisie divise les travailleurs et les mène à massacrer leurs frères et soeurs de classe ;
- le parlement et les élections bourgeoises sont une mascarade. La " démocratie " capitaliste n'est pas différente dans son essence à toute forme de dictature capitaliste. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne peut que renforcer le mensonge que les élections offrent un véritable choix pour les exploités ;
- tous les syndicats sont des organes du système capitaliste et agissent à son service. Le rôle fondamental des syndicats est de maintenir l'ordre au sein de la classe ouvrière et de saboter ses luttes. Afin de défendre ses intérêts immédiats et finalement de faire la révolution, la classe ouvrière doit lutter en-dehors et contre les syndicats.

Tous ceux qui sont intéressés à prendre part à ce réseau, sont encouragés à écrire à InternationalistWorker@gmail.com. Nous saluons aussi tous commentaires, questions et critiques.

Salutations communistes fraternelles.

F, J, M, N, T.

Notre réponse

Paris, 25 avril 2010

La Fraction de la Gauche communiste internationale
aux *Sympathisants de la Gauche communiste en Australie*,
(copie aux Communistes internationalistes de Montréal)

Chers camarades,

Nous voulons répondre à la lettre que vous avez envoyée à la Fraction interne du CCI et aux Communistes internationalistes de Montréal - nous supposons que vous l'avez envoyée aussi à beaucoup plus de groupes et camarades dans le monde. Mais avant tout, nous voulons rapidement nous présenter car il est possible que vous ne connaissiez pas notre groupe et afin de lever toute confusion.

En fait, la Fraction interne du CCI s'est séparée en deux groupes. La "majorité" des camarades est restée avec le nom et avec le site web précédents et nous avons nommé notre nouveau groupe la "Fraction de la Gauche communiste internationale". Nous continuons à revendiquer toute la lutte de la Fraction interne, ses positions et orientations politiques, et bien sûr son programme politique. Nous avons ouvert un nouveau site web : <http://fractioncommuniste.org> qui reprend tous les bulletins et documents de la Fraction interne. Nous publierons le *Bulletin communiste international* - en français, espagnol et nous l'espérons en anglais dans une version plus courte. Il est difficile de présenter publiquement les désaccords politiques qui ont débouché sur la scission dans la mesure où, selon nous, ils ne furent pas clairement exprimés par les autres camarades. Cependant, nous pouvons dire qu'ils tendaient à rejeter les principales orientations de notre fraction envers ce que nous appelons le camp prolétarien - nous revenons ci-après dans cette lettre sur ce camp. Ces désaccords sont apparus clairement quand les camarades ont rejeté le contenu politique des deux derniers bulletins de la Fraction, les numéros 48 et 49, tout comme le tract international sur "*Le prolétariat en Grèce nous montre le chemin*" que nous diffusons avec les camarades de Montréal des CIM.

Revenons à votre lettre : nous voulons saluer l'initiative que vous prenez et la soutenir autant que nous le pouvons. Nous sommes prêts à contribuer à toute discussion et débat qui peut entamer un processus de clarification politique et de regroupement organisationnel en Australie. Les critères politiques que vous mentionnez sont clairement des principes communistes que notre CCI - nous continuons à nous revendiquer de son legs politique et de sa plateforme - appelait des "positions de classe" et dont le cadre politique conditionne les débats et la clarification politiques positives. Nous sommes particulièrement d'accord, et nous

appuyons, le passage suivant : "*Afin d'intervenir effectivement dans la lutte de classe, il est nécessaire que les révolutionnaires s'organisent dans une organisation politique fondée sur des positions et des principes partagés*". Pour nous, cette question est centrale et délimite ce que nous appelons le Camp prolétarien. Nous ne développons pas plus maintenant et nous espérons que nous aurons l'occasion de vous lire sur cette question et de la discuter avec vous.

Cependant, nous voulons vous exprimer notre souci sur la nécessité pour tout regroupement communiste aujourd'hui de se situer au niveau international. Ainsi, le regroupement que vous formez déjà de fait, doit aussi viser à participer au processus de regroupement international que la situation internationale actuelle - vous le soulignez dans votre Appel - exige de manière urgente. Pour notre part, nous considérons que la faiblesse politique principale dont souffre le prolétariat international aujourd'hui est la dispersion, l'isolement et le sectarisme de ses avant-gardes politiques, de son "Camp prolétarien" - dans le CCI nous utilisons le terme de "Milieu politique prolétarien".

Avant de présenter quelques moyens concrets pour participer à cette lutte internationale pour le "regroupement" politique - **compris comme processus de discussions, de confrontations et de clarification politiques des différentes positions** -, essayons de vous exprimer comment nous comprenons la situation des forces communistes aujourd'hui.

Nous approuvons complètement votre souci politique de vous référer à l'héritage de la Gauche communiste tout comme aux "*aux groupes qui tirent un héritage organique et programmatique avec la Gauche communiste*". Comme vous le dites, "*nous ne sommes pas les possesseurs du programme communiste complètement et finalement découvert et, comme internationalistes, nous reconnaissons l'importance du dialogue entre travailleurs révolutionnaires de toutes parties du globe*". Nous sommes particulièrement d'accord car cela représente **une méthode politique** qu'il faut appliquer et développer.

Vous vous référez aux différentes Gauches provenant de l'Internationale communiste, les Gauches allemande, hollandaise, russe et italienne - les principales. Aujourd'hui, les principaux groupes communistes qui gardent des liens "organiques", théoriques et politiques avec ces Gauches du "passé", proviennent directement ou indirectement de la Gauche italienne. Nous ne développons pas ici sur les

raisons pour une telle continuité même si la compréhension de la question du Parti par ce courant historique a joué un rôle important. Les expressions politiques des autres courants ont depuis disparu. Cela ne veut pas dire qu'ils n'ont aucun legs politique, ni d'influence aujourd'hui. Comme vous devez le savoir, nous pouvons considérer que la Gauche italienne a donné lieu à trois courants différents de nos jours : celui communément appelé "bordiguiste" dont l'expression politique, le Parti communiste international (*Programme communiste*), explosa dans les années 1980 et qui est représenté actuellement par plusieurs petits groupes tous prétendant être le Parti ; la maintenant Tendance Communiste Internationale (ex-BIPR dont les expressions politiques principales sont le Parti Comunista Internazionalista en Italie (dont la publication est *Battaglia comunista*) et la Communist Workers Organization dont la publication est *Revolutionary Perspectives* (www.ibrp.org); et le Courant communiste international (www.internationalism.org) dont nous provenons (voir le texte que nous vous joignons http://fractioncommuniste.org/ficci_fra/b49/b49_5.php) et que vous devez connaître.

Pour nous, et malgré les désaccords variés, parfois profonds, que nous avons avec ces groupes, ils représentent les organisations principales du Camp prolétarien autour desquels les nouveaux groupes et individus doivent se rassembler et discuter avec en vue du regroupement et de la défense de la Gauche communiste d'aujourd'hui autant que c'est possible. Concrètement, et c'est pour nous un critère politique central, ces groupes défendent la nécessité de la construction d'un Parti mondial and visent à assumer la direction et la lutte **politiques** au sein de la lutte des classes. Malheureusement, les groupes bordiguistes, de par le sectarisme ouvert et revendiqué, sont incapables de s'attaquer à la tâche d'être un réel pôle international de regroupement. A un niveau différent, telle est la situation pour le CCI actuel du fait de sa dérive opportuniste présente (voir le texte joint déjà mentionné). Ainsi, et malgré quelques désaccords politiques, nous considérons qu'aujourd'hui seule la Tendance communiste internationale peut représenter ce pôle de regroupement et que les communistes doivent se référer, discuter et se regrouper – dans la signification politique du terme - autour de cette dernière.

Selon nous, ce camp ne se limite pas à ces organisations principales. Différents groupes et individus isolés peuvent en faire partie. Tel est le cas des Communistes internationalistes de Montréal (<http://klasbatalo.blogspot.com/>) avec qui nous sommes en étroit contact et avec qui nous collaborons activement. Ces camarades ont déjà proposé la création d'un site web pour la Gauche communiste (1). Jusqu'à maintenant, cette

proposition n'a pas reçu de réponse positive à l'exception de nous-mêmes (les autres camarades de la Fraction interne du CCI ont aussi rejeté cette initiative). Cependant, cette Proposition est toujours là et reste au moins comme une perspective qui, tôt ou tard, devra être mise en place. Nous vous invitons à discuter cette question, à lire les différentes réponses à cette Proposition, et à écrire vos commentaires aux camarades de Montréal. De même, et de manière à participer autant que possible au processus que vous entamé, nous ouvrons les pages de notre bulletin à tout texte ou contribution que vous pouvez rédiger. D'ores et déjà, nous allons publier votre Appel avec nos commentaires dans le prochain bulletin – qui sera le premier de la " nouvelle " série.

Voilà nos premiers commentaires et suggestions à votre lettre. Nous attendons vos commentaires qu'ils soient positifs ou critiques. Pardonnez notre anglais qui peut être parfois " lourd " à lire, voire difficile à comprendre.

Salutations communistes.
la Fraction de la Gauche communiste internationale.

1 <http://fractioncommuniste.org/index.php?SEC=b48> in French (you can find in Spanish too if you rather read this language), you have in this issue of our bulletin the various response to this

Proposal. It is also published in French on the web site of the ICM.

CONSIDERATIONS SUR LA SITUATION HISTORIQUE ACTUELLE

Lettre du camarade GS

Chers camarades,

Merci de me tenir au courant de la continuité de vos réflexions politiques malgré la crise militante que vous semblez traverser.

J'ai lu votre bulletin 48, et en particulier votre éditorial sur la crise économique.

Vous avez raison d'insister sur l'approfondissement de la crise du capitalisme mondial, en dépit de ses manipulations financières et monétaires (les soi-disants "pauses" qu'il tente de se ménager), et sur les atteintes toujours plus graves portées au niveau de vie de la classe ouvrière.

Cependant, trois remarques :

- 1) Vous ne semblez pas prendre suffisamment en considération les capacités des tendances au capitalisme d'État pour contrecarrer les effets de la crise de surproduction sur le plan du marché mondial;
- 2) Vous agitez le spectre d'une 3^{ème} guerre mondiale en avançant l'idée de la constitution d'un bloc impérialiste en Europe par rapport aux États-Unis alors que les effets politiques de la crise renforcent plutôt le repliement nationaliste, ce que vous signalez par ailleurs;
- 3) Vous déplorez l'absence de luttes significatives du prolétariat mais vous n'essayez pas d'en comprendre les raisons, ne serait-ce qu'à partir du poids d'un chômage de plus en plus massif.

Salutations communistes, GS.

Notre réponse

Paris, le 16 avril 2010.

La FGCI au camarade GS.,

Cher camarade,

Nous sommes désolés de te répondre aussi tardivement. Comme tu le sais, une scission a eu lieu au sein de la Fraction interne du CCI et, outre la réalisation des deux derniers *Bulletin communiste* n°48 et 49 ainsi que la publication du tract international *Le prolétariat de Grèce nous montre le chemin* que nous avons réalisés nous-mêmes, sans le concours des camarades qui ont gardé le nom et le site de la "FICCI", nous avons eu diverses questions à régler du fait de cette situation. Néanmoins, il nous semblait important de te répondre dans la mesure où ton mail, certes court, soulève cependant des questions d'importance et d'un intérêt général, en particulier au niveau de la méthode que doivent utiliser les communistes pour juger une situation ainsi que de leur démarche pour débattre.

En premier lieu donc, nous regrettons que ton courrier, mais sans doute n'était-ce pas son objet, ne prenne pas explicitement position sur le sens général de notre article sur la situation historique actuelle. Implicitement, il semble se prononcer en accord avec ce que nous mettons en avant dans l'article comme perspectives pour le monde capitaliste : une aggravation considérable et surtout inéluctable, insoluble, de la crise du capitalisme au plan économique ; les implications de cette crise et de l'aiguïssement accru de la compétition économique au plan

impérialiste entre les principales puissances qui, selon nous - ton mail peut laisser à penser que tu ne partages pas complètement notre opinion -, ne peut que déboucher sur une guerre impérialiste mondiale ; et enfin les implications de tout cela sur la classe ouvrière internationale, la nécessité pour la bourgeoisie de redoubler ses attaques économiques, politiques et idéologiques contre le prolétariat international afin de se dégager la voie vers la guerre généralisée. Est-ce le cas ? Nous te posons la question car nous estimons important que les communistes, leurs organisations, prennent leur responsabilité en avançant des perspectives non seulement pour (et dans) les luttes ouvrières du point de vue des orientations, mots d'ordre, voire revendications, mais aussi qu'ils prennent le risque, osons le mot, "*scientifique*", c'est-à-dire sur la base d'analyse et d'une compréhension marxistes, de dégager les grandes tendances du monde capitaliste, en particulier les cours historiques qui marquent son histoire et l'histoire de la lutte des classes, c'est-à-dire l'évolution du rapport de forces entre celles-ci. Au risque aussi de se tromper soit sur le sens, la direction des tendances, erreur gravissime qui peut avoir des conséquences dramatiques, soit sur le rythme d'évolution de ces tendances, ce qui est nettement moins grave à condition de ne pas tomber dans une approche dogmatique de ces "prévisions".

Les limites des politiques de "capitalisme d'État" et de "repli nationaliste"

Plus particulièrement, tu estimes que nous ne prenons pas *"suffisamment en considération des tendances au capitalisme d'État pour contrecarrer les effets de la crise de surproduction..."*. Nous sommes prêts à entendre toute remarque critique et apport sur ce point à la condition que nous soyons d'accord sur le cadre général que nous avons mis en avant précédemment. Sinon la discussion n'a plus le même sens, la même signification. Néanmoins, nous considérons que la principale mesure de capitalisme d'État qui a été encore une fois utilisée pour faire face de manière urgente et immédiate à la faillite du système financier, à l'automne-hiver 2008-2009, la relance accrue de l'endettement généralisé et tout particulièrement des États, est arrivée aujourd'hui à un tel point que la bourgeoisie mondiale, ses "experts", ses économistes, ses organismes internationaux comme le FMI, et déjà certains gouvernements envisagent sérieusement une inflation galopante et l'augmentation drastique des impôts comme moyen d'essayer d'éponger la dette devenue maintenant quasiment insupportable pour le capitalisme. En passant, signalons que tout cela signifie une déclaration de guerre ouverte contre le prolétariat international.

De même, tu évoques des tendances contradictoires, notamment le *"repliement nationaliste"*, face à la dynamique vers une guerre impérialiste généralisée au travers de la constitution d'un bloc européen. Quant à nous, nous conservons la vision de deux blocs impérialistes constitués et antagoniques et nous continuons à y voir une condition indispensable, un préalable, pour l'éclatement de la guerre mondiale. Aujourd'hui, la tendance vers cette guerre généralisée connaît des dynamiques qui ont prévalu dans les périodes d'avant 1914 et 1939. Durant ces périodes en effet, la plupart des pays, en particulier européens, s'étaient alignés derrière l'un ou l'autre... des grands **pôles impérialistes**. Certains ont hésité dans leur choix jusqu'au dernier moment. De ce point de vue, avant 1939, même des puissances qui étaient loin d'être secondaires, telles l'URSS ou l'Italie, ont oscillé entre l'alliance avec la Grande-Bretagne et la France ou celle avec l'Allemagne. Dans le cas de l'URSS, ça s'est joué en quelques jours ; une délégation anglo-française n'était-elle pas à Moscou pour signer une alliance, au moment même où Ribbentrop et Molotov se préparaient à signer le Pacte germano-soviétique (23 août 1939), et cela une semaine avant l'invasion de la Pologne par l'armée allemande ? Ces hésitations n'étaient que des manifestations de *"repliements nationalistes"*, mais cela n'a empêché en rien la tendance à la polarisation croissante, c'est-à-dire à la formation de blocs impérialistes derrière les principales puissances, tout au long des années 1930.

Les *"repliements nationalistes"*, dans le cadre d'une guerre mondiale, ne peuvent s'exprimer qu'à travers l'appartenance

à l'un des blocs impérialistes en rivalité ; en d'autres termes, il s'agit, pour chaque bourgeoisie, de décider dans quel bloc les intérêts de son capital national seront le mieux défendus. Des pays comme les Pays-Bas et la Belgique, qui ont cru, pendant une courte période lors de la 2^e Guerre mondiale, pouvoir s'accrocher à leur statut de "pays neutre", qui ont eu l'illusion de pouvoir défendre leurs intérêts en dehors des blocs, voire l'illusion d'échapper à l'affrontement général, ont très vite déchanté quand ils ont subi, totalement désarmés, l'invasion, en mai 1940, de l'armée allemande. Dans les périodes de guerre mondiale, les intérêts nationaux ne s'opposent pas aux intérêts du bloc, ils s'inscrivent dedans.

Les luttes ouvrières actuelles : leurs véritables faiblesses et leur potentiel de développement

Enfin, nous voulons aussi revenir sur le "reproche" politique que tu nous fais selon lequel nous n'essayons pas de comprendre les raisons de l'absence de luttes significatives du prolétariat, en particulier *"à partir du poids d'un chômage de plus en plus massif"*. D'abord, et aujourd'hui encore moins qu'il y a deux mois, nous ne déplorons pas l'absence de luttes en soi mais bien, comme tu l'as compris, l'absence de luttes **significatives** ; c'est-à-dire que, pour nous, aujourd'hui les ouvriers développent partout des luttes de riposte, mais ce qui marque ces luttes c'est surtout leur isolement et donc leur dispersion. Cette dispersion des luttes est aujourd'hui orchestrée, de "l'intérieur", par les syndicats qui poussent les ouvriers à s'isoler et à s'enfermer dans leurs "spécificités", mais aussi et surtout, de "l'extérieur", par les médias bourgeois qui imposent un black-out sur l'essentiel des ripostes ouvrières et, quand ils ne peuvent pas les ignorer, ils s'évertuent à en déformer le sens. Tout cela n'empêche pas le bouillonnement social d'exister et de s'étendre.

Ta remarque peut également révéler une divergence importante entre nous. En tout cas, elle pourrait ouvrir la porte à une approche politique que non seulement nous ne pouvons partager, mais même que nous avons toujours combattu de manière prioritaire. En effet, tu sembles accorder une importance déterminante à l'absence de luttes significatives du fait du poids du chômage. Certes, nous n'allons pas ici nier le fait que le chômage puisse jouer un rôle négatif dans le développement des luttes ouvrières, ne serait-ce que par l'effet démoralisateur qu'il peut jouer sur l'ensemble de la classe ouvrière - bien que cet effet démoralisateur est dû pour l'essentiel à l'usage que la bourgeoisie en fait, à tous les niveaux, pour intimider les ouvriers actifs ou sans emploi. Nous n'allons pas non plus nier le fait que la situation individuelle de sans-emploi rend plus difficile, pour une part non négligeable de prolétaires, les conditions de certains combats : isolement, absence de lieu de réunion, dispersion individuelle, etc. Néanmoins, cette situation "économique", de rejet social, peut très bien aussi, à d'autres moments, se transformer en une situation

propice aux combats de classe : sentiment de colère plus vif et plus évident, sentiment de n'avoir plus rien à perdre, perte de l'identification à "son" entreprise et à "son" État puisque exclu, grande disponibilité individuelle, regroupement dans la rue (ces prolétaires ont perdu l'usine mais ont gagné la rue), etc. En fait, que le chômage soit un facteur négatif ou actif dans le développement de la lutte des classes n'est pas une question "économique", ni "sociologique", mais une question politique.

Ne voir, ou tendre à ne voir, qu'un lien mécanique entre la situation économique, ou sociologique, c'est-à-dire les conditions de travail des ouvriers, et leur capacité ou non à mener des luttes, à développer leur combat, est une erreur politique. Cela rejoint la vision économiste, tant critiquée par Lénine et aujourd'hui reprise en grande partie à son compte par le courant conseilliste. Pour notre part, sans nier les conditions économiques, sociales voire sociologiques, immédiates, c'est-à-dire la disparition progressive des grandes concentrations ouvrières au profit d'entreprises et usines isolées et dispersées, les "nouvelles" organisations du travail dans les entreprises capitalistes qui défavorisent les liens entre ouvriers, la réalité actuelle du prolétariat dont la majorité n'est plus constituée d'ouvriers d'usine "aux mains calleuses", etc., nous estimons que ces données ne sont que secondaires et ne permettent pas d'expliquer fondamentalement l'état actuel des luttes ouvrières. Selon les moments, ces conditions peuvent se révéler être un facteur positif ou négatif pour le développement des luttes. La dispersion des grandes concentrations ouvrières, leur éclatement en petites unités, les nouvelles technologies (informatique, robotique, internet), la menace du chômage, des jeunes, des vieux, etc., ne rendent que plus cruciale encore - et d'une certaine manière plus facile car plus évidente au niveau "conscient" - la question de l'unité des luttes, de la recherche de l'extension, de l'évaluation par les ouvriers eux-mêmes - dans leur regroupement, comités, assemblées, délégations - du rapport de force immédiat, local et historique qui existe avec la bourgeoisie, du contrôle et de la dispute aux syndicats de la direction de leurs combats, etc. Si aujourd'hui, les "nouvelles" conditions de travail - dont la menace du chômage est un élément de poids - représentent une difficulté en soi, c'est essentiellement dû à la faiblesse politique du prolétariat, donc au manque d'extension de la conscience de classe dans les grandes masses du prolétariat. Et pas tant à des conditions "matérielles" immédiates, donc au poids du chômage comme tel.

En effet, il nous semble qu'il convient ici de reconnaître l'ampleur du recul subi par notre classe, plus particulièrement au niveau de sa conscience, suite à l'effondrement du bloc de l'Est et surtout aux campagnes idéologiques que la bourgeoisie internationale a développées depuis lors sur la "mort du communisme". Ces campagnes ont notamment entraîné un affaiblissement profond dans les consciences ouvrières, de l'espoir - même

sous sa forme mystifiée d'une assimilation du communisme au stalinisme - d'une "autre société", et cela y compris pour nombre de ceux qui rejetaient le mensonge stalinien. Seules les minorités communistes ont pu résister au déchainement de ces énormes mensonges déguisés en vérités éternelles, même si parfois à grand peine (ne sont-ils pas déjà quelques-uns qui se disent encore marxistes mais qui, en se présentant aujourd'hui comme des "pro-révolutionnaires", cachent difficilement leur honte de s'affirmer "communistes" ?). La deuxième conséquence de ces campagnes fut, pour la classe ouvrière, la perte de conscience d'elle-même, de son identité de classe exploitée et révolutionnaire. Pour la classe révolutionnaire, la perte de vue même provisoire de toute perspective révolutionnaire, de la possibilité d'une "autre société" que le capitalisme, ne pouvait pas ne pas avoir de conséquences sur la conscience de soi, sur la conscience d'appartenir à une seule classe exploitée aux intérêts communs. Seuls les groupes communistes, essentiellement ceux de la Gauche communiste, ont pu continuer à affirmer le caractère exploité et révolutionnaire du prolétariat mondial. Parallèlement et conjointement à son battage "contre le communisme", la classe dominante, toujours au niveau international, n'a cessé de développer une gigantesque et permanente campagne sur "le triomphe (historique) de la démocratie". C'est ainsi que, depuis près de 20 ans, la classe ouvrière - qui a momentanément perdu "ses repères" - a connu, en son sein, un développement certain des illusions démocratiques et une tendance à s'en remettre à la démocratie bourgeoise et aux États démocratiques. En fait, la campagne "pour la démocratie" est alimentée et rendue terriblement efficace par celle sur la "mort du communisme". Et à son tour, cette dernière, qui enfonce le clou de l'impossibilité d'une "autre société", ne permet-elle pas à la démocratie bourgeoise de se présenter comme le système idéal, à vocation éternelle ?

Ceci ne pouvait pas également ne pas avoir de conséquences sur le développement même des luttes ouvrières. Aujourd'hui encore, il convient de reconnaître le poids de ces campagnes dans la difficile (mais réelle) reprise des luttes ouvrières. En particulier, l'illusion démocratique contient en elle l'individualisme, l'interclassisme, l'éloignement des antagonismes de classes, bref elle s'attaque à l'essence même de la classe révolutionnaire et sape le sentiment d'identité de classe. D'où la dispersion des luttes d'aujourd'hui entre les différents secteurs, entre les usines et les entreprises, entre le privé et le public, entre les actifs et les sans-emploi, entre les salariés des usines, de l'industrie et ceux des services, des "bureaux", etc...

Mais l'impasse historique que révèle de plus en plus aujourd'hui le capitalisme - qui se manifeste par la crise qui le mine et la guerre qu'il prépare activement, par le redoublement des attaques contre les conditions de vie de la classe ouvrière (avant de l'appeler au sacrifice ultime) - ouvre la voie à une guerre de classes que le capitalisme est obligé d'engager avec le prolétariat ; celle-ci va forcément

mener ce dernier à réagir de plus en plus fortement, profondément et unitairement. Cette situation est riche de facteurs de prise de conscience qui, dans un premier temps, vont participer de réduire les effets du recul historique subi dans les années 1990. Aux effets de plus en plus violents de la crise économique s'ajouteront ceux de la marche à la guerre qui va se révéler de plus en plus ouvertement, non seulement par les conflits impérialistes d'aujourd'hui mais aussi par le jeu croissant des alliances qui se mettent en place et par leur antagonisme de plus en plus affirmé.

Enfin, ces 2 éléments, crise et guerre, qui marquent profondément la période actuelle, se présentent aujourd'hui simultanément face à un prolétariat qui n'a pas connu de défaite historique depuis la fin de la période de contre-révolution et le début de la reprise ouvrière de Mai 1968. Ce n'est évidemment pas la première fois que ces 2 éléments coïncident historiquement dans le capitalisme ; la guerre a été, à 2 reprises déjà, "l'issue" à la crise du capitalisme, la seule "solution" trouvée par la bourgeoisie pour la "résoudre". Mais, avant 1914 et encore plus avant 1939, la classe dominante n'a pu imposer sa guerre à la société qu'après avoir éliminé l'obstacle principal qui se présentait à elle, qu'après avoir défait lourdement et profondément le prolétariat. C'est l'absence évidente de cette condition qui fait de la situation actuelle **une situation inédite**, une situation où la bourgeoisie est contrainte de mettre en avant sa "solution" guerrière à la crise sans avoir préalablement battu le prolétariat. Mais ce n'est pas seulement une situation inédite ; c'est surtout une situation préjudiciable pour la bourgeoisie qui va être contrainte d'affronter un prolétariat qui est loin d'être désarmé et impuissant, un prolétariat qui va pouvoir développer son combat et sa conscience face à un capitalisme qui se met à nu. C'est donc, malgré la faiblesse actuelle de notre classe au niveau de sa conscience, **une situation favorable au prolétariat**.

La conjonction et l'addition de ces facteurs de conscience dans un contexte de développement des combats de riposte (que les attaques contre les conditions de travail et de vie imposent) vont permettre aux grandes masses ouvrières de reprendre conscience d'elles-mêmes comme appartenant à une seule et même classe, à la classe exploitée et révolutionnaire. C'est ce processus qui est déjà en marche et auquel nous commençons à assister. C'est ce processus que les minorités communistes doivent appuyer et soutenir

au maximum, auquel elles doivent participer, dont elles doivent prendre la direction.

Cette question est pour nous cruciale car, comme tu le sais, nous faisons du combat contre les tendances "a-politiques", "anarcho-conseillistes", anti-parti, une priorité. D'autant que ces tendances s'expriment non seulement parmi les groupes qui se revendiquent plus ou moins ouvertement de ces courants, mais qu'elles exercent une pression très forte, selon nous, sur les organisations de la Gauche communiste, en particulier sur le Courant communiste international. Sur cette question, dans le sens de ce que nous précisons au début de ce courrier, il importe donc que, face à la situation, les forces communistes ne se contentent pas de faire des analyses-constats, ou des clichés instantanés et statiques, mais qu'ils soient capables de décerner dans la réalité qui se présente à eux et au prolétariat ce qui affaiblit réellement et ce qui va dans le sens du combat et des intérêts de la classe ouvrière ; et, à partir de cela, de défendre des perspectives en prenant "le risque" de les voir ne pas se réaliser assez tôt, voire pas du tout. C'est une responsabilité fondamentale, un devoir "risqué" - l'engagement et l'activité révolutionnaires sont, par définition, des prises de risque - des avant-gardes politiques du prolétariat.

Voilà, cher camarade, les réflexions d'ordre général quant à la méthode ainsi que les critiques quant aux arguments que ton mail a suscité en notre sein et qui, nous te l'accorderons, vont bien au-delà de ton écrit. Comme tu le vois, et nous espérons que tu ne nous en tiendras pas rigueur, nous avons mis à profit tes remarques à peine ébauchées, pour essayer d'en "tirer le fil jusqu'au bout", pour "forcer la discussion contradictoire", afin d'essayer d'exposer le plus clairement possible les points de vue et d'en faire un moment de confrontation et de clarification politiques.

Fraternellement,
La FGCI.

PS. Nous publierons cet échange de correspondance dans notre prochain bulletin. Bien évidemment, toute réponse de ta part sera la bienvenue et pourra y être publiée à son tour.

SUR LA LUTTE CONTRE L'OPPORTUNISME

Lettre du camarade AS du GIO

Nous reproduisons ci-après avec son autorisation l'échange de correspondance que nous avons eu avec le camarade AS du GIO.

Cher camarades,

Félicitations pour votre nouvelle page web. Je lisais l'article du Bulletin communiste n°49, *Le CCI dit "Adieu au marxisme"* (1).

Aux Etats-Unis, une forme de Christianisme évangélique Protestant est presque une religion officielle. Malgré son manque de structure ou de hiérarchie, c'est une force théologique dominante. Le corps des officiers de l'US Air Force est un bastion chrétien fondamentaliste tout comme l'est la plus grande partie de la classe dominante. Et cela bien que les catholiques romains sont une majorité aux Etats-Unis. Cela touche toute la culture américaine jusqu'à sa musique folk. Il est facile pour des camarades ici, peut-être de jeunes camarades, de confondre cette perspective humaniste bourgeoise avec leur propre perspective révolutionnaire. Pour eux, peut-être est-ce une réaction contre le fait d'être constamment bombardé par l'idéologie religieuse fondamentaliste. Aux Etats-Unis, deux traits culturels sont une constance au sein de la bourgeoisie : le golf et le fanatisme évangélique protestant. Il serait bon d'encourager ces plus jeunes camarades à ne pas se laisser distraire par ces idéologies bourgeoises.

Le 28 mars 2010.
AS-GIO (TCI)

Notre réponse

Paris, 5 avril 2010

La Fraction de la Gauche communiste internationale au camarade AS,

Cher camarade,

Merci pour ton message et pour tes félicitations sur notre nouveau site web. Nous voulons répondre rapidement à tes remarques politiques. Il est clair que la propagande des médias et l'utilisation des "idéologies obscurantistes", ainsi que leur réelle extension parmi des parties de la population, ne peut qu'affecter les travailleurs et les jeunes camarades. En particulier ceux qui, rejetant ces idéologies, tombent souvent dans tout type d'humanisme ou rationalisme bourgeois. Mais c'est encore plus dangereux lorsqu'il arrive qu'une organisation communiste souffre d'une telle "maladie" idéologique comme c'est le cas évident pour le CCI actuel. Même si pas au même "niveau", cette influence de l'idéologie bourgeoise parmi les travailleurs tout comme parmi les organisations communistes exprime la pression de l'idéologie bourgeoise. Ainsi, la combattre signifie combattre précisément et en premier lieu ses expressions politiques au sein du camp prolétarien. Et cette lutte politique et théorique contre ce qui représente l'opportunisme politique au sein des forces communistes, ne peut qu'*encourager ces plus jeunes camarades à ne pas se laisser distraire par ces idéologies bourgeoises* et à leur donner les armes théoriques et politiques au moyen de la présentation ouverte, de "l'offre" pourrions-nous dire, d'une alternative aux idéologies de la Gauche bourgeoise. C'est pour cela que nous pensons que la lutte contre l'opportunisme dans le camp prolétarien d'aujourd'hui, opportunisme dont l'expression principale actuelle est le CCI "officiel", est centrale - comme elle l'a toujours été dans l'histoire du mouvement ouvrier, la plupart de ces avancées théoriques et politiques furent réalisées au travers des polémiques et des luttes contre les tendances opportunistes. Voilà pourquoi nous appelons l'ensemble du camp prolétarien et, en premier lieu, la Tendance Communiste Internationaliste (ex-BIPR) à prendre fermement la tête de cette bataille essentielle.

Dans l'attente de tes commentaires et de ta réponse,

Fraternellement,
Fraction de la Gauche communiste internationale.

1. http://fractioncommuniste.org/ficci_fra/b49/b49_4.php

COMBAT CONTRE LES IDEOLOGIES ETRANGERES AU PROLETARIAT

Nous publions ci-dessous un échange de correspondances que nous avons récemment eu avec un représentant du Grupo Socialista Libertario (GSL) du Mexique, organisation qui se revendique clairement de l'anarchisme et qui, ces dernières années, a développé des liens politiques (allant jusqu'à des actions communes) avec le CCI "officiel". Dans notre réponse, nous montrons que l'anarchisme a, pour le moins, été une idéologie étrangère au prolétariat et que, depuis plus d'un siècle, elle s'est même clairement mise au service de la classe dominante, s'opposant de plus en plus ouvertement aux intérêts de notre classe. Pour nous, il ne peut y avoir d'accointances entre le marxisme qui est la théorie du prolétariat et l'anarchisme. Il ne peut y avoir entre les deux qu'un combat à mort. En cherchant à ouvrir la porte du "camp prolétarien" au GSL, le CCI actuel montre ainsi clairement qu'il s'enfonce de plus en plus dans l'opportunisme le plus crasse, faisant ainsi, une nouvelle fois, un sale coup à notre classe.

Concernant les éléments sincères qui sont aujourd'hui pris au piège de l'anarchisme, nous croyons nécessaire de leur dire que la seule voie qu'ils doivent emprunter pour rejoindre et participer au combat du prolétariat passe par leur claire rupture avec cette idéologie.

Lettre du Grupo Socialista Libertario à la Fraction interne du CCI

Chers camarades,

Entrant sur votre page web, j'ai vu que vous aviez rédigé un texte qui porte le titre de *"Lutte contre l'opportunisme, l'anarchisme cherche à infiltrer le camp prolétarien, le CCI actuel lui ouvre la porte"*.

J'ai lu, au moins dans ses grandes lignes, ce document. Il m'apparaît qu'il se réfère à quelques mots que je vous avais précédemment écrits (sachez que ma lecture sommaire est due au fait que je suis totalement étranger à la compréhension de la langue française).

Je considère que vous n'avez pas bien compris le sens de mes courriers antérieurs. Le GSL est une organisation officiellement anarchiste. Cependant, nous avons développé des discussions internes et dépasser ce corpus idéologique que nous considérons comme incomplet. Cela ne veut pas dire que nous nous revendiquons du marxisme, mais simplement que nous sommes révolutionnaires ou communistes.

Dans un précédent courrier, j'avais mis en avant une caractérisation générale concernant les questions d'idéologies politiques et je mentionnais la priorité d'un programme prolétarien. Celui-ci, je le réitère, n'appartient pas à un corpus idéologique (marxisme ou anarchisme selon le cas) mais à la classe dans son ensemble par le développement de son existence au sein du cadre d'évolution du capital.

J'ai aussi proposé une discussion fraternelle entre organisations afin de préciser ce type de questions. Il n'y a eu, de votre part, aucune réponse concrète là-dessus. Les quelques documents que je vous ai envoyés et sur lesquels j'attendais vos commentaires (vous-mêmes aviez dit que vous en enverriez), ne sont pas non plus passés à la loupe de la critique directe.

Si on avait développé un débat plus clair en tant qu'organisations, comme je l'avais proposé, vous auriez ainsi compris la dynamique de nos positions, évitant et laissant ainsi de côté les incompréhensions ou les simples spéculations sur nos positions du fait que notre organisation se dit officiellement "anarchiste".

Y-a-t-il une possibilité de développer ce débat si nécessaire dans les rangs du prolétariat ? La perspective de développer un débat entre ceux d'entre nous qui se revendiquent de la volonté révolutionnaire et qui arrivent à dépasser les petites querelles superflues n'est-elle pas assez grande ?

Je voulais vous demander s'il existait une traduction en espagnol de ce texte afin d'en avoir une lecture plus approfondie.

S. pour le GSL

Notre réponse au Grupo Socialista Libertario

Cher camarade,

Nous répondons à ta lettre du début de cette année. Si nous le faisons avec retard, ce n'est pas par manque de volonté, ni par manque d'intérêt pour les questions posées, mais au fait que nous avons dû résoudre divers aspects urgents (politiques, pratiques et même "techniques") liés à la scission que, comme tu le sais déjà, nous avons vécue ces derniers temps. De fait, aujourd'hui nous ne la faisons plus au nom de la FICCI - dont l'appellation est conservée par les camarades avec lesquels nous nous sommes séparés -, mais au nom de la Fraction de la Gauche communiste internationale (FGCI).

Revenons donc sur le point principal des questions et de la position politiques que tu exprimes dans cette lettre de janvier.

Le GSL (Grupo Socialista Libertario¹) met en avant la "*priorité de l'élaboration d'un programme prolétarien*". Cependant, il considère que celui-ci doit s'élaborer à partir de deux idéologies différentes, deux idéologies qui se seraient développées "en parallèle" au sein de la classe ouvrière sans qu'aucune ne soit suffisante par elle-même : d'une part *l'anarchisme* qu'il considère "*incomplet*" et de l'autre le *marxisme* qui - comme le prétendent les anarchistes - aurait des aspects qui s'opposeraient à la classe ouvrière elle-même. C'est en partant de cette vision que le GSL propose une "*synthèse*" ou, mieux encore, un "*dépassement*" de ce qu'il appelle les "*nomenclatures idéologiques*" pour, de cette manière, aboutir à une espèce de programme prolétarien "pur" ou supérieur, sans les insuffisances ou les erreurs des précédentes.

Appeler à une "synthèse" entre l'anarchisme et le marxisme, c'est appeler à une collaboration de classe

Cette méthode pour essayer de définir un "*programme prolétarien*" est, de notre point de vue et pour diverses raisons, complètement inadéquat, complètement incorrect. L'erreur fondamentale est la volonté de synthétiser et d'élaborer ce programme à partir des deux théories - l'anarchisme et le marxisme - qui correspondent à **des intérêts de classe non seulement différents mais même opposés** : d'un côté ceux de la petite-bourgeoisie et de l'autre ceux du prolétariat.

L'anarchisme et le marxisme ne sont pas deux théories ou courants idéologiques qui se sont développés parallèlement, dans une espèce de "compétition", les deux défendant les intérêts de classe du prolétariat et desquels on devrait aujourd'hui récupérer "le meilleur" pour faire un programme prolétarien supérieur.

Depuis ses théoriciens d'origine - Stirner, Proudhon... -, l'anarchisme exprime fondamentalement les intérêts de classe de la petite-bourgeoisie, classe qui a toujours cherché à s'opposer à son écrasement par le rouleau compresseur conquérant du capitalisme au 19^{ème} siècle (la grande industrie, par le biais de la concurrence, laminait les petits producteurs, les grandes banques les étouffaient de mille dettes, et l'État capitaliste leur imposait de plus en plus d'impôts...).

Certes, ce courant idéologique a été plus particulièrement l'expression des couches de la petite-bourgeoisie qui était **en voie de prolétarisation** ; c'est ce qui explique qu'il ait, par exemple, participé à la formation et à la vie de la 1^{ère} Internationale du prolétariat (l'AIT). Cependant, ces couches qui rejoignaient la classe révolutionnaire ont amené avec elles l'idéologie de leur classe d'origine et c'est cet aspect qui explique et justifie le combat qu'a du mener le marxisme pour préserver le prolétariat encore juvénile et inexpérimenté de cette idéologie qui lui était étrangère et néfaste.

Certes, aussi, l'anarchisme s'est toujours présenté comme étant radicalement opposé au capitalisme et à son État ; cependant, cette opposition n'est pas dans le sens du prolétariat révolutionnaire, c'est-à-dire pour le détruire et y substituer une société communiste, mais dans un sens conservateur, du maintien et de l'extension de la petite propriété, du fédéralisme, de l'"individualisme", etc.

C'est ainsi, par exemple, qu'avec Bakounine l'anarchisme a connu un certain succès parmi les artisans et les paysans prolétariés du sud de l'Europe (Espagne, sud de l'Italie), qui avaient été très récemment dépossédés de leurs propriétés et qui entretenaient l'illusion d'en reposséder et de revenir à leur ancienne condition de travailleurs indépendants.

Durant l'époque de la 1^{ère} Internationale, la lutte entre l'anarchisme et le marxisme n'a pas été une simple lutte de personnalités, entre Marx et de Bakounine, pour la direction de cette organisation ; ni même une lutte entre deux méthodes ou conceptions au sein du mouvement ouvrier ; mais une lutte entre des intérêts de classe différents. C'était un chapitre de la lutte permanente que mène le marxisme contre l'influence de l'idéologie bourgeoise et contre celle de la petite-bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. Dans la période ascendante du capitalisme, la lutte contre cette dernière prenait la forme d'une lutte contre les théories conservatrices et réactionnaires qui préconisaient le combat contre le développement du capitalisme mais en conservant économiquement la petite propriété et politiquement l'"autonomie" fédéraliste.

Dès cette époque, quand l'anarchisme eut l'opportunité de se mettre à la tête d'une lutte de la classe ouvrière, il révéla son impuissance comme doctrine révolutionnaire et son

¹Voir le site web du Grupo Socialista Libertario : <http://webgsl.wordpress.com/>.

véritable caractère conservateur petit-bourgeois. Ainsi, lors de la Commune de Paris, ce qui est apparu comme étant l'essence du gouvernement mis en place par les ouvriers, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, ainsi que les mesures pratiques que celui-ci est arrivé à adopter dans sa courte existence furent un démenti de tous les prédicats proudhoniens.

Par la suite, durant le soulèvement du prolétariat espagnol de 1873, les bakouninistes "ultra-radicaux", "anti-autoritaires" et "abolitionnistes" qui étaient à la tête du mouvement préconisaient avec ardeur la formation de petits États pour finir par participer à l'État capitaliste derrière une fraction de la bourgeoisie.

Depuis un siècle, l'anarchisme vole au secours de la bourgeoisie...

La Première guerre impérialiste mondiale et la vague révolutionnaire prolétarienne du début du 20^{ème} siècle (dont le point culminant fut la révolution russe de 1917), événements historiques qui ont marqué l'entrée définitive du capitalisme dans sa phase de décadence, ont entraîné la polarisation de la société entre les deux classes fondamentales lancées dans une lutte à mort : la bourgeoisie et le prolétariat. Dans ce nouveau contexte, les "couches intermédiaires" - notamment la petite-bourgeoise tant urbaine que rurale - qui sont dépourvues de projet historique viable (soit le maintien du capitalisme, soit son renversement et l'instauration d'une nouvelle société) n'ont d'autres solutions que de se mettre du côté du prolétariat ou du côté de la bourgeoisie. C'est dans ces conditions que s'est révélée la banqueroute historique de l'anarchisme en tant qu'expression des intérêts "autonomes" de la petite-bourgeoisie. Ainsi, nous avons vu comment, d'un côté, le principal courant anarchiste de cette époque (celui de Kropotkine) est passé avec armes et bagages du côté de la bourgeoisie et a soutenu la guerre impérialiste. Puis, avec la révolution russe, alors qu'une partie des anarchistes s'opposaient féroce à celle-ci, d'autres ont sympathisé et défendu la "révolution bolchévique" - sans oublier de citer certains comme Flores Magon depuis le lointain Mexique -, ou ont essayé de négocier avec celle-ci (comme les paysans de Makhno).

Il faut ici souligner deux aspects. Le premier est que la première insurrection victorieuse du prolétariat a eu comme fondement théorique et politique le marxisme, sa méthode, son organisation (le parti politique dirigeant, l'organisation centralisée de la classe en conseils...), ses objectifs (la dictature du prolétariat) et cela fut l'antithèse directe de tous les vieux prédicats anarchistes (à commencer par "l'abolition immédiate de l'État", le "fédéralisme", l'"autonomie", l'"action directe" individuelle, etc.). Le second est que **les anarchistes qui ont participé aux côtés de la révolution prolétarienne ne l'ont fait que dans la mesure où ils ont abandonné leur propre doctrine anarchiste** - qui s'est révélée impuissante à fournir une issue viable à la lutte du prolétariat - et qu'ils ont reconnu la

validité du marxisme.

Dès ce moment là, la banqueroute historique de l'anarchisme fut reconnue même par les anarchistes les plus fidèles à leur courant. Nous nous permettons de reproduire de larges extraits d'un article de la fin des années 1920 qui montre cette impuissance totale et cette faillite historique de l'anarchisme. L'article est d'autant plus significatif qu'il fut rédigé non par un marxiste, mais par un anarchiste sincère et reconnu, Piotr Archinov, qui débattait là avec l'anarchiste non moins reconnu et important Malatesta :

"(...) le camarade Enrico Malatesta a publié un article critique sur le projet de la Plate-forme d'organisation édité par le groupe d'anarchistes russes en exil. Cet article nous a rendu perplexe et triste. Nous nous attendions, et nous nous attendons encore, à ce que le projet d'un anarchisme organisé soulève une réticence obstinée de la part des partisans du chaos, si nombreux dans les rangs des anarchistes, parce qu'un tel projet obligerait tous les anarchistes qui participent au mouvement à être responsables et à adopter des principes de devoir et de constance. Jusqu'à présent, le principe préféré qui a façonné la majorité des anarchistes peut être résumé dans l'axiome : "Je fais ce que je veux et je ne rends des comptes à personne". Il est très naturel que les anarchistes de ce genre, imprégnés de tels principes, soient violemment hostiles à toute idée d'anarchisme organisé et à responsabilité collective.

Le camarade Malatesta est étranger à ces principes, et c'est pour cela que son texte a provoqué cette réaction en notre sein. De la perplexité, parce qu'il est un ancien de l'anarchisme international, (...). De la gêne, puisqu'en restant fidèle au dogme inhérent au culte de l'individualité, il s'est opposé (espérons que c'est seulement temporaire) à ce qui apparaît comme un indispensable pas pour étendre et développer le mouvement anarchiste.

Dès le début de son article, Malatesta affirme partager une série de points de la Plate-forme et même il les renforce avec des arguments qu'il met en avant. Il s'accorde à remarquer que les anarchistes n'ont pas eu et n'ont pas d'influence sur les événements politiques et sociaux, du fait de l'absence d'une organisation active et sérieuse.

Les principes mis en avant par le camarade Malatesta correspondent aux principales propositions de la Plate-forme. On aurait pu penser qu'il avait analysé, compris et aussi adopté les autres principes qui sont développés dans notre projet, dans la mesure où il y a un lien de cohérence et de logique entre tous les points de la Plate-forme. Pourtant, Malatesta va exposer, avec beaucoup d'énergie, sa divergence avec la Plate-forme. Il se demande si, par hasard, l'Union Générale des Anarchistes, qui est en projet dans la Plate-forme, est capable de résoudre le problème de l'éducation des masses ouvrières. Et il répond négativement. Il donne comme raison le caractère prétendument autoritaire de l'Union qui, selon lui,

engendrerait chez les dirigeants et les leaders une tendance à imposer la soumission aux autres.

Sur quelles bases une accusation aussi lourde peut-elle reposer ? C'est dans la question de la responsabilité collective, qui est mise en avant dans la Plate-forme, qu'il voit la raison principale afin de formuler une telle accusation. Il ne comprend pas le principe selon lequel l'ensemble de l'Union est responsable de chaque membre, et qu'à l'inverse chaque membre est responsable de la ligne politique de toute l'Union. Cela signifie que **Malatesta rejette précisément le principe d'organisation qui est pour nous fondamental pour que le mouvement anarchiste continue de se développer.**

Jusqu'à présent, le mouvement anarchiste comme tel n'a nulle part atteint le stade de mouvement populaire organisé. Pour le moins, la cause de cela réside dans les conditions objectives, tel le fait que les masses ouvrières ne comprennent l'anarchisme et ne s'y intéressent que dans des périodes révolutionnaires ; non, **la cause de la faiblesse du mouvement anarchiste se trouve, pour l'essentiel, chez les anarchistes eux-même. Pas une seule fois ils n'ont essayé de développer, d'une manière organisée, la propagande de leurs idées et leur activité pratique au sein des masses ouvrières.**

Si telle chose en ressort étrangère pour le camarade Malatesta, nous affirmons avec force que **l'activité des anarchistes les plus déterminés – dont lui-même fait partie – contient nécessairement un caractère individualiste ; même si cette activité se distingue par un haut niveau de responsabilité personnelle, elle ne concerne que l'individu et non une organisation.** (...)

La question qui se pose aux anarchistes de tous les pays est celle-ci : notre mouvement peut-il se contenter de subsister sous des formes anciennes d'organisation, de groupes locaux sans liaison organique entre eux, qui agissent chacun pour son propre compte et conformément à sa propre conception et à sa propre pratique ? Ou bien notre mouvement doit-il recourir à de nouvelles formes d'organisation qui lui permettent de se développer et de s'enraciner dans l'immense masse des travailleurs ?

L'expérience des 20 dernières années, et plus particulièrement des deux révolutions russes - 1905 et 1917/19 - nous propose une réponse à ces questions bien meilleure que toutes les "considérations théoriques". Pendant la Révolution russe, les masses ouvrières ont été gagnées par les idées anarchistes ; malgré cela, l'anarchisme, en tant que mouvement organisé, a connu un échec total ; au commencement de la révolution, nous nous trouvions aux avant-postes de la lutte, mais très vite, dans les premiers moments de la phase constructive, nous nous sommes retrouvés irrémédiablement exclus de cette construction, et de ce fait éloignés des masses. Cela n'a pas été le fruit du hasard : cette situation découlait inévitablement de notre propre impuissance, tant du point

de vue organisationnel que de notre propre confusion idéologique.

Ce revers a été causé par le fait que, pendant la révolution, les anarchistes n'ont pas su mettre leur programme social et politique en application ; ils ne se sont approchés des masses qu'avec une propagande fragmentaire et contradictoire ; nous n'avions pas d'organisation solide. Notre mouvement était représenté par des organisations précaires, qui apparaissaient de-ci de-là, qui ne défendaient pas avec fermeté leurs positions et qui disparaissaient fréquemment après un court délai sans laisser de trace. Il aurait été désespérément naïf et stupide de croire que les travailleurs allaient appuyer de telles "organisations" et y participer au moment de la lutte sociale et de la construction communiste.

Nous avons l'habitude d'attribuer l'échec du mouvement anarchiste en Russie, entre 1917 et 1919, à la répression étatique du Parti Bolchevique ; c'est une grande erreur. La répression bolchevique a empêché le mouvement anarchiste de s'étendre pendant la révolution, mais elle n'a pas été l'unique obstacle. **C'est surtout l'impuissance propre à ce mouvement qui fut l'une des causes principales de son échec, une impuissance qui trouvait son origine dans l'imprécision et l'indécision qui caractérisaient les différentes positions politiques concernant l'organisation et la tactique.**

L'anarchisme n'avait pas de position claire et concrète sur les problèmes essentiels de la révolution sociale ; une position indispensable pour répondre aux questions des masses qui engendraient la révolution. Les anarchistes prêchaient le principe communiste : "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins", mais ils ne se sont jamais préoccupés de confronter ce principe à la réalité, à tel point que cela permettaient à certains éléments douteux de transformer ce grand principe de l'anarchisme en caricature - il suffit de se rappeler combien d'usuriers ont pu tirer des profits en accaparant les biens de la collectivité. Les anarchistes ont beaucoup parlé de l'action révolutionnaire des ouvriers, mais ils n'ont pas été capables de les aider, voire en leur proposant des formes approximatives que cette action devait adopter ; ils n'ont pas su établir les liens réciproques qui existent entre les masses et leur centre d'inspiration idéologique. Ils ont poussé les travailleurs à secouer le joug de l'Autorité, mais ils ne leur ont pas montré les moyens de consolider et défendre les conquêtes de la Révolution. Il leur manquait des conceptions claires et précises, et, entre autres problèmes, un programme d'action. C'est cela qui les a éloignés de l'activité des masses et qui les a condamnés à l'impuissance sociale et historique. C'est là où nous devons chercher les causes primordiales de l'échec de l'anarchisme dans la Révolution russe. Et, pour nous, il ne fait aucun doute que, si la révolution devait éclater dans beaucoup d'autres pays européens, les anarchistes subirait le même échec s'ils sont autant (voir encore

plus) divisés sur le plan des idées et de l'organisation. (...)" (Piotr Archinov. "Le vieux et le nouveau dans l'anarchisme". *Dielo Trouda* n°30, Mai 1928, traduit de l'espagnol par nos soins).

Il est certain que la faillite historique de l'anarchisme n'a pas signifié sa disparition complète. Mais à l'époque de la décadence du capitalisme, à l'époque où se joue l'alternative historique "barbarie capitaliste ou révolution prolétarienne", la tendance au totalitarisme de l'État capitaliste inclut la soumission la plus complète des couches "intermédiaires", alors qu'auparavant celles-ci pouvaient encore prétendre à quelque "indépendance" de classe. Par rapport à l'anarchisme, cela signifie que ce courant politico-idéologique s'est complètement mis au service de la classe bourgeoise et de ses intérêts. A partir de la défaite de la vague révolutionnaire des années 1920 et de la dégénérescence de la révolution russe (pour se convertir, avec le stalinisme, en une forme de capitalisme d'État), les principes de l'anarchisme vont servir à la bourgeoisie d'outils auxiliaires dans ses campagnes, pour chasser de la conscience du prolétariat le souvenir du triomphe de la révolution, le souvenir de la possibilité et de la capacité de la classe ouvrière pour mettre à bas le capitalisme.

Ainsi la critique de l'anarchisme contre l'"autoritarisme marxiste" va servir d'appui à la bourgeoisie pour étayer la mystification de la supposée "continuité" entre Marx-Lénine et Staline. Les attaques de l'anarchisme contre la notion de Parti politique du prolétariat, contre la dictature du prolétariat, vont soutenir l'effort de la bourgeoisie pour arriver à ce que le prolétariat "rejette" sa propre expérience historique révolutionnaire, tant politique qu'organisationnelle, qu'il croit nécessaire de repousser l'expérience du parti bolchévique et de la révolution d'Octobre, qu'il les identifie au régime capitaliste sanguinaire de Staline.

Finalement, ces dernières décennies et à partir de la chute du bloc impérialiste russe, la campagne que la bourgeoisie a déchaînée sur la "**faillite du marxisme**" et la "**mort du communisme**" - qui a provoqué un recul dans la conscience et dans les luttes du prolétariat - a trouvé dans l'idéologie anarchiste un auxiliaire important au point que nous pouvons dire que le "renouveau" des groupes anarchistes se base sur le succès de cette campagne de la bourgeoisie. Comme le disait encore en 2000 le "vieux" CCI :

"Aujourd'hui, l'anarchisme a le vent en poupe. Que ce soit sous la forme de l'apparition et du renforcement de l'anarcho-syndicalisme ou bien du surgissement de nombreux petits groupes se réclamant des conceptions libertaires, les idées anarchistes commencent à avoir pignon sur rue dans plusieurs pays (...). Et ce phénomène s'explique parfaitement dans la période historique actuelle. L'effondrement des régimes staliniens à la fin des années 1980 a permis à la bourgeoisie de déchaîner des campagnes sans précédent sur "la mort du

communisme". (...) Suivant les campagnes bourgeoises, la faillite de ce qui était présenté comme du "socialisme", voire du "communisme", signe la faillite des idées communistes de Marx dont les régimes staliniens avaient fait l'idéologie officielle (...). Marx, Lénine, Staline, même combat : c'est le thème qui a été ressassé pendant des années par tous les secteurs de la bourgeoisie. Et c'est justement un thème que le courant anarchiste a défendu tout au long du 20e siècle (...). Pour les anarchistes, qui ont toujours considéré que le marxisme était par nature "autoritaire", la dictature stalinienne était la conséquence inévitable de la mise en application des idées de Marx. En ce sens, les succès actuels du courant anarchiste et libertaire sont avant tout une retombée des campagnes bourgeoises, la marque de leur impact sur les éléments qui refusent le capitalisme mais qui se sont laissés piéger par les mensonges dont nous avons été abreuvés depuis dix ans. Ainsi, le courant qui se présente comme l'ennemi le plus radical de l'ordre bourgeois doit une bonne part de sa progression actuelle aux concessions qu'il fait, et qu'il a toujours faites, aux thèmes idéologiques classiques de la bourgeoisie" (Anarchisme et communisme, *Revue internationale* 102, CCI, 2000).

... le GSL aussi !

Vous-mêmes, le GSL, vous vous êtes adjoints allègrement - en connaissance de cause ou pas, peu importe - à cette campagne idéologique de la bourgeoisie sur "la faillite du marxisme et du communisme" en vue d'étouffer la conscience révolutionnaire du prolétariat. Un exemple ? Prenons au hasard un article de votre site web :

"Le programme zapatiste de la Sixième Déclaration ne représente pas une rupture révolutionnaire avec le système. Au contraire, il survit parfaitement dans le cadre de sa très vieille (et pas "très différente") tradition marxiste-staliniste-guévariste (...) de l'EZLN¹ avant même son apparition publique, voire dans le cadre démocratico-libéral (position qu'il défend depuis son apparition publique face à un marxisme décrédibilisé qui venait juste de tomber avec le mur de Berlin). (...) Quel que soit le cas, ni le vieux marxisme étatique ni l'État-providence qui se présente sous le nom de "nationalisme révolutionnaire" ne représentent l'émancipation des travailleurs par rapport au capital.

Aujourd'hui, alors que la majorité de ceux qui se proclament « anti-capitalistes » s'alignent derrière le chant de sirène du vieux "nationalisme révolutionnaire" ou celui du marxisme-léninisme caduc, nous, les anarchistes révolutionnaires du Grupo Socialista Libertario, dénonçons ouvertement et radicalement le chemin erroné sur lequel la direction zapatiste les emmène" (Grupo Socialista Libertario, août 2007, traduit par nos soins).

1. C'est le nom de "l'armée" zapatiste de Marcos au Mexique

Nous avons ici, condensé en peu de lignes, une attaque en règle contre la conscience, la théorie et les perspectives révolutionnaires du prolétariat, tout cela sous une apparemment innocente "critique de l'EZLN".

Tout d'abord, le GSL nous dit que le *"marxisme décrédibilisé est tombé avec le mur de Berlin"*, ce qui signifie que, pour ce groupe, les régimes barbares, capitalistes d'État staliniens n'ont été que des produits du marxisme ; comme les autres anarchistes, il fait ainsi écho à la campagne idéologique déchaînée par la bourgeoisie depuis 1989. Ensuite, le GSL nous parle d'une *"tradition marxiste-stalinienne-guévariste"*, répétant ainsi la vieille ritournelle de la bourgeoisie qui cherche à identifier le marxisme au stalinisme pour pousser le prolétariat à rejeter sa propre théorie révolutionnaire. Et, enfin, il met sur le même plan le *"marxisme-léninisme (caduc)"* et le *"nationalisme révolutionnaire"*, comme des chemins de même nature et *"radicalement erronés"*. C'est-à-dire qu'il met les bolchéviques - le seul parti révolutionnaire qui ait su diriger la classe ouvrière jusqu'à la prise du pouvoir -... au même niveau que les nationalistes bourgeois, les présentant comme une option dangereuse pour le prolétariat.

Quel meilleur service pouvait donc espérer la bourgeoisie !

Mais le plus important à souligner ici est comment l'idéologie anarchiste a retrouvé vigueur grâce aux campagnes idéologiques de la bourgeoisie : elle présente ce qu'affirme la bourgeoisie elle-même comme une "évidence historique", comme preuve de la caducité du marxisme ; réciproquement, l'anarchisme est devenu

aujourd'hui, sur la base de ses principes fondamentaux et de son "évolution naturelle", une caisse de résonance des campagnes idéologiques actuelles de la bourgeoisie ! Et cela indépendamment du fait que ses militants eux-mêmes en aient conscience ou pas.

Enfin, comme tu peux le voir, notre rejet total de la "méthode" qui vise à mélanger ou à chercher à faire la synthèse entre le marxisme et l'anarchisme en vue d'élaborer un "programme prolétarien" ne provient pas d'une prétendue attitude "sectaire" qui serait la nôtre, mais de l'analyse de classe et de l'évolution historique de l'anarchisme. Dans ce sens, la discussion que nous pouvons te proposer est dans le sens de contribuer à ce que tu mènes (ou que vous meniez) jusqu'au bout la critique que tu as (que vous avez) commencée sur les "insuffisances de l'anarchisme", jusqu'à comprendre la véritable nature de classe de celui-ci, sa trajectoire et sa fonction actuelle, dans le but de rompre idéologiquement et politiquement avec ce courant qui n'a rien à voir avec la classe ouvrière. En même temps, tu te dois d'aborder le marxisme révolutionnaire, non au travers des lunettes que proposent les organisations de la gauche du capital, ni au travers des campagnes de la bourgeoisie, mais au travers des organisations de la Gauche communiste qui, malgré leur faiblesse actuelle, sont les seules à maintenir le fil des positions de la classe révolutionnaire.

Saluts communistes.

La Fraction de la Gauche communiste internationale.

Mai 2010

"Cette seule autojustification : « Nous n'avons pas pris le pouvoir, non parce que nous n'avons pas pu, mais parce que nous n'avons pas voulu, parce que nous sommes contre toute dictature », etc., renferme une condamnation de l'anarchisme en tant que doctrine complètement contre-révolutionnaire. Renoncer à la conquête du pouvoir, c'est le laisser volontairement à ceux qui l'ont, aux exploiters. Le fond de toute révolution a consisté et consiste à porter une nouvelle classe au pouvoir et à lui donner ainsi toutes possibilités de réaliser son programme. Impossible de faire la guerre sans désirer la victoire. Personne n'aurait pu empêcher les anarchistes d'établir, après la prise du pouvoir, le régime qui leur aurait semblé bon, en admettant évidemment qu'il fût réalisable. Mais les chefs anarchistes eux-mêmes avaient perdu foi en lui. Ils se sont éloignés du pouvoir, non pas parce qu'ils sont contre toute dictature - en fait, bon gré, mal gré... - mais parce qu'ils avaient complètement abandonné leurs principes et perdu leur courage, s'ils eurent jamais l'un et l'autre. Ils avaient peur. Ils avaient peur de tout, de l'isolement, de l'intervention, du fascisme, ils avaient peur de Staline, ils avaient peur de Negrin. Mais, ce dont ces phraseurs avaient peur avant tout, c'était des masses révolutionnaires.

Le refus de conquérir le pouvoir rejette inévitablement toute organisation ouvrière dans le marais du réformisme et en fait le jouet de la bourgeoisie ; il ne peut en être autrement, vu la structure de classe de la société.

Se dressant contre le but, la prise du pouvoir, les anarchistes ne pouvaient pas, en fin de compte, ne pas se dresser contre les moyens, la révolution. Les chefs de la C.N.T. et de la F.A.I. ont aidé la bourgeoisie, non seulement à se maintenir à l'ombre du pouvoir en juillet 1936, mais encore à rétablir morceau par morceau ce qu'elle avait perdu d'un seul coup. En mai 1937, ils ont saboté l'insurrection des ouvriers et ont sauvé par là la dictature de la bourgeoisie. Ainsi l'anarchiste, qui ne voulait être qu'antipolitique, s'est trouvé en fait antirévolutionnaire et, dans les moments les plus critiques, contre-révolutionnaire.

Les théoriciens anarchistes qui, après le grand examen des années 1931 à 1937, répètent les vieilles sornettes réactionnaires sur Cronstadt et affirment : le stalinisme est le produit inévitable du marxisme et du bolchévisme, ne font que démontrer par là qu'ils sont à jamais morts pour la révolution".

Trotsky (Oeuvres- Décembre 1937)

TEXTE DU MOUVEMENT OUVRIER
BILAN n° 13 (décembre 1934)

"FASCISME – DEMOCRATIE – COMMUNISME"
(Extraits du texte d'Ottorino Perrone)

Nous publions ici des extraits d'un article de Bilan, la revue de la Fraction de la Gauche italienne dans les années 1930, texte signé par Ottorino Perrone (Vercesi), qui pose les bases théoriques du point de vue du prolétariat pour le rejet des idéologies et des politiques anti-fascistes en défense de la "démocratie". Hier comme aujourd'hui, il doit être clair, au risque d'ouvrir la voie à sa défaite historique et au déchaînement accru et sans retenu de la barbarie capitaliste, parmi tous les ouvriers du monde que la "Démocratie" renforce le pouvoir de la bourgeoisie et ruine les intérêts du prolétariat.

(...) il existe une confusion évidente entre démocratie, institutions démocratiques, libertés démocratiques et positions ouvrières que l'on nomme erronément "libertés ouvrières". Au point de vue théorique, aussi bien qu'au point de vue historique, nous constaterons qu'entre démocratie et positions ouvrières il existe une opposition irréductible et inconciliable. Le mouvement idéologique qui a accompagné l'ascension et la victoire du capitalisme se place et s'exprime au point de vue économique et politique, sur une base de dissolution des intérêts et des revendications particulières des individualités, des groupements et surtout des classes au sein de la société. Ici l'égalité des composants deviendrait possible justement parce que les individus confient leur sort et le soin de les défendre aux organismes étatiques représentant les intérêts de la collectivité. Il n'est pas inutile de noter que la théorie libérale et démocratique suppose la dissolution de groupements, de catégories données de "citoyens", lesquels auraient tout intérêt à faire spontanément cession d'une partie de leur liberté pour recevoir en compensation la sauvegarde de leur position économique et sociale. Cette cession se ferait à l'avantage d'un organisme capable de régulariser et de diriger l'ensemble de la collectivité. Et si les Constitutions bourgeoises proclament le "droit de l'homme" et contiennent également l'affirmation de la "liberté de réunion et de presse", elles ne reconnaissent nullement les groupements de catégorie ou de classe. Ces "droits" sont exclusivement considérés comme des attributions accordées à "l'homme", au "citoyen" ou au "peuple", qui devront s'en servir pour permettre l'accès des individualités aux organes de l'État ou du gouvernement. La condition nécessaire pour le fonctionnement du régime démocratique réside donc, non dans la reconnaissance des groupes des intérêts ou des droits de ces derniers, mais dans la fondation de l'organe indispensable pour guider la collectivité qui doit transmettre à l'État la défense des intérêts de chaque unité qui la constitue.

La démocratie n'est donc possible qu'à la condition de pouvoir interdire aux "citoyens" le recours à d'autres organismes en dehors de ceux régis et sous le contrôle de l'État. On pourrait objecter que les libertés de réunion, de presse et d'organisation perdent toute leur signification du

moment qu'il devient impossible de faire triompher, au travers d'elles, une revendication donnée. Mais nous entrons ici dans le domaine de la critique marxiste qui démontre l'oppression de classe se cachant en réalité sous le masque démocratique et libéral et qui a fait si justement dire à Marx que le synonyme de "Liberté, Égalité, Fraternité" était représenté par "Infanterie, Cavalerie, Artillerie". Par contre actuellement on ne s'attache plus à prouver l'inconsistance de la base prétendument égalitaire de la démocratie, mais on prend la défense de cette dernière et on s'attache à démontrer qu'elle permettrait l'épanouissement des organismes ouvriers. Or, ainsi que nous l'avons expliqué, la condition de vie du régime démocratique consiste justement dans l'interdiction du pouvoir des groupements particuliers, au nom de l'intérêt des individualités aussi bien que de la société. La fondation d'une organisation de la classe ouvrière porte directement atteinte à la théorie de la démocratie et, à ce sujet, il est caractéristique de constater que dans la période actuelle de dégénérescence de la pensée marxiste, le croisement des deux internationales (celle des traîtres et celle des futurs traîtres) se fait précisément sur la base de la défense de la démocratie d'où découlerait la possibilité d'existence et même de développement des organismes prolétariens.

Au point de vue historique l'opposition entre "démocratie" et organismes ouvriers se manifeste d'une façon sanglante.

Le capitalisme anglais se fonde au XVII^e siècle, mais c'est seulement beaucoup plus tard que le mouvement chartiste arrache de haute lutte le droit d'organisation de la classe ouvrière. Dans tous les pays, les ouvriers obtiendront cette conquête uniquement au travers de puissants mouvements qui furent toujours objet de la répression sanglante des États démocratiques. Il est parfaitement exact qu'avant la guerre et, plus précisément, jusqu'aux premières années de notre siècle, les mouvements de masses destinés à fonder les organismes indépendants de la classe ouvrière, étaient dirigés par les partis socialistes, vers la conquête de droits permettant aux ouvriers d'accéder aux fonctions gouvernementales ou étatiques. Cette question fut, certes, la plus débattue au sein du mouvement ouvrier : son expression la plus achevée se trouve surtout dans la théorie

réformiste qui, sous le drapeau de la pénétration graduelle du prolétariat au sein de la forteresse de l'ennemi, a permis en réalité à ce dernier - et 1914 représente la clôture de ce bilan de révision marxiste et de trahison - de corrompre et de soumettre à ses propres intérêts, l'ensemble de la classe ouvrière.

Dans la lutte contre ce que l'on appelle communément le "bordiguisme" on formule souvent, pour les besoins de la polémique (qui sont généralement les besoins de la brouille et de la confusion), que tel ou tel mouvement a eu pour objectif la conquête du suffrage universel, ou bien encore telle ou telle autre revendication démocratique. Cette façon d'interpréter l'histoire ressemble fort à celle qui consiste à expliquer les événements non pas en déterminant leur cause en fonction des classes antagonistes et des intérêts spécifiques qui les opposent réellement, mais en se basant simplement sur les inscriptions fixées sur les drapeaux flottants au-dessus des masses en mouvement. Cette interprétation qui n'a d'ailleurs qu'une valeur purement acrobatique où peuvent se complaire les fanfarons peuplant le mouvement ouvrier s'évanouit immédiatement si l'on place le problème sur ses vrais fondements. On ne peut, en effet, comprendre les mouvements ouvriers que sur la ligne de leur ascension vers la délivrance du prolétariat. Si, au contraire, on les place sur la voie opposée qui conduirait les ouvriers à conquérir le droit d'accéder à des fonctions gouvernementales ou étatiques, on se place directement sur le chemin qui a déjà conduit à la trahison de la classe ouvrière.

De toute façon, les mouvements qui avaient pour objectif la conquête du droit de vote pouvaient réaliser cette revendication et d'une façon durable, parce qu'en définitive, loin d'ébranler le système démocratique, ils ne faisaient qu'introduire dans ses rouages le mouvement ouvrier lui-même. Les misérables exploits des ouvriers parvenus aux postes gouvernementaux sont connus de tous : les Ebert, les Scheidemann, les Henderson, etc., ont lumineusement prouvé ce qu'est le mécanisme démocratique et les capacités qu'il détient en vue de déchaîner les plus impitoyables répressions contre-révolutionnaires. Il en est tout autrement pour ce qui concerne les positions de classe conquises par les ouvriers. Ici aucune compatibilité n'est possible avec l'État démocratique; au contraire, l'opposition inconciliable qu'exprime l'antagonisme des classes s'accroît, s'aiguise et s'amplifie, et la victoire ouvrière sera conjurée grâce à la politique des dirigeants contre-révolutionnaires.

Ces derniers dénaturent l'effort fait par des ouvriers pour se créer des organismes de classe, lesquels ne peuvent être que le fruit d'une lutte sans merci contre l'État démocratique. Le succès prolétarien n'étant possible que dans cette direction, les masses ouvrières lorsqu'elles sont gagnées par la politique des dirigeants opportunistes seront

enfin charriées dans le marais démocratique. Ici elles se déplaceront comme un simple pion dans un mécanisme qui deviendra d'autant plus démocratique qu'il parviendra à émusser toutes les formations de classe représentant un obstacle à son fonctionnement.

L'État démocratique qui actionne ce mécanisme n'arrivera à le faire fonctionner d'une façon "égalitaire" qu'à la seule condition d'avoir devant lui, non pas des catégories économiques antagonistes, groupées dans des organismes distincts, mais des "citoyens" égaux (!) entre eux et qui se reconnaissent une position sociale similaire pour franchir ensemble les multiples chemins accédant à l'exercice du pouvoir démocratique.

Il n'entre pas dans le cadre de cet article de faire la critique du principe démocratique afin de prouver que l'égalité électorale n'est qu'une fiction qui voile les abîmes séparant les classes dans la société bourgeoise. Ce qui nous intéresse ici c'est de pouvoir mettre en évidence qu'entre le système démocratique et les positions ouvrières il existe une opposition irréductible. Chaque fois que les ouvriers sont parvenus à imposer au prix de luttes héroïques et du sacrifice de leurs vies une revendication de classe au capitalisme, ils ont par contre-coup frappé dangereusement la démocratie, dont le capitalisme seul peut se revendiquer. Le prolétariat trouve au contraire la raison de sa mission historique dans la proclamation du mensonge du principe démocratique, dans sa nature même et dans la nécessité de supprimer les différences de classe et les classes elles-mêmes. Au bout du chemin que parcourt le prolétariat au travers de la lutte de classe, ne se trouve pas le régime de la démocratie pure, car le principe sur lequel se basera la société communiste est celui de l'inexistence d'un pouvoir étatique dirigeant la société, alors que la démocratie s'en inspire absolument et que dans son expression la plus libérale, elle s'efforce toujours de lancer l'ostracisme contre les exploités qui osent défendre leurs intérêts à l'aide de leurs organisations au lieu de rester soumis aux institutions démocratiques créées à la seule fin de maintenir l'exploitation de classe.

(...).

Ainsi que nous l'avons remarqué à plusieurs reprises, les fondements programmatiques prolétariens doivent devenir aujourd'hui les mêmes que Lénine mit en lumière, par son travail de fraction, avant la guerre et contre les opportunistes des différentes teintes. En face de l'État démocratique, la classe ouvrière doit garder une position de lutte pour sa destruction et non y pénétrer afin de conquérir des positions permettant de construire graduellement la société socialiste : les révisionnistes qui défendirent cette position ont fait du prolétariat la victime des contradictions du monde capitaliste, de la chair à canon en 1914. Aujourd'hui que les situations obligent le capitalisme à procéder à une transformation organique de son pouvoir de l'État, le problème reste le même c'est-à-dire celui de la

destruction et de l'introduction du prolétariat au sein de l'État ennemi pour en sauvegarder les institutions démocratiques, ce qui met la classe ouvrière à la merci du capitalisme et là où ce dernier ne doit pas recourir au fascisme, en fait à nouveau la proie des contrastes inter-impérialistes et de la nouvelle guerre.

(...)

La lutte pour la démocratie représente donc un puissant diversif pour arracher les ouvriers de leur terrain de classe et les entraîner dans les voltiges contradictoires où l'État opère sa métamorphose de démocratie en État fasciste. Le dilemme fascisme-antifascisme agit donc dans l'intérêt exclusif de l'ennemi ; et l'antifascisme et la démocratie

chloroforment les ouvriers pour les laisser ensuite se faire poignarder par les fascistes, étourdissent les prolétaires afin qu'ils ne voient plus le champ et la voie de leur classe. Ce sont ces positions centrales qu'ont marquées de leur sang les prolétariats d'Italie et d'Allemagne. C'est parce que les ouvriers des autres pays ne s'inspirent pas de ces vérités politiques que le capitalisme mondial peut préparer la guerre mondiale. C'est inspirée de ces données programmatiques que notre fraction continue sa lutte pour la révolution italienne, pour la révolution internationale.

(*Bilan* n°13, 1934)

NOS POSITIONS

Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 1980, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

Les régimes étatisés qui, sous le nom de "*socialistes*" ou "*communistes*", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

Depuis le début du 20^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

Toutes les idéologies nationalistes, d'"*indépendance nationale*", de "*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "*démocratie*", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "*ouvriers*", "*socialistes*", "*communiste*" (les ex-"*communistes*" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "*front populaire*", "*front anti-fasciste*" ou "*front unique*", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "*officielles*" ou "*de base*",

ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "*autogestion*", ni "*nationalisation*" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"*organiser la classe ouvrière*", ni de "*prendre le pouvoir*" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

* La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

* L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

* Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.